

**Espagne, France et Italie,
quels engagements pour promouvoir le féminisme
dans leur politique étrangère ?**

Ce rapport a été rédigé sous la direction de Déborah Rouach, codirectrice de l’Institut du Genre en Géopolitique, par Lucie Coquisart et Nina Nerva, chargées de rédaction à l’Institut du Genre en Géopolitique.

Il a été réalisé grâce au soutien de Focus 2030.

Table des matières

Liste des sigles	3
Introduction	4
Espagne	7
Adoption et contexte	7
Les axes et spécificités	8
Tableau des divers axes de financements en faveur de l'égalité des genres dans le monde	11
Les forces	13
Les limites	14
Recommandations	15
Le cadre institutionnel de l'Espagne en matière de genre	16
Collectifs féministes	17
Points à retenir	17
France	18
Adoption et contexte	18
Les axes et spécificités	19
Tableau des divers axes de financements en faveur de l'égalité des genres dans le monde	23
Les forces	26
Les limites	26
Recommandations	28
Le cadre institutionnel de la France en matière de genre	30
Collectifs féministes	30
Points à retenir	31
Italie	32
Adoption et contexte	32
Les axes et spécificités	33
Tableau des divers axes de financements en faveur de l'égalité des genres dans le monde	39
Les forces	41
Les limites	42
Recommandations	43
Le cadre institutionnel de l'Italie en matière de genre	45
Collectifs féministes	45
Points à retenir	45
Classement France - Espagne - Italie	47
Conclusion	49
Bibliographie	52

Liste des sigles

AFD : Agence française de développement
AFNOR : Association française de normalisation
AICS : Agence italienne pour la coopération et le développement
AIDOS : Association italienne des femmes pour le développement
APD : Aide publique au développement
BAD : Banque africaine de développement
CAD : Comité d'aide au développement
CICID : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement
COP : Conférence des parties
DSSR : Droits et santé sexuelle et reproductive
FPS : Femmes, Paix et Sécurité
FGE : Forum génération égalité
FNUAP : Fonds des Nations unies pour la population
FSOF : Fonds de Soutien aux Organisations Féministes
FPS : Femmes, Paix et Sécurité
G20 : Groupe des vingt
LGBTI+ : Lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, intersexes
MEAE : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
ODD : Objectifs de développement durable
ONG : Organisation non-gouvernementale
ONU : Organisation des Nations unies
PIB : Produit intérieur brut
PNUD : Fonds des Nations unies pour le développement
RNB : Revenu national brute
UE : Union européenne
UNESCO : Fonds des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
VBG : Violences basées sur le genre

Introduction

La négligence des droits et des besoins spécifiques des femmes dans la gestion des récentes crises mondiales a démontré la nécessité de renforcer les politiques étrangères des États en faveur de l'égalité des genres. Que ce soit la guerre en Ukraine, le conflit au Soudan du Sud, la guerre entre Israël et la Palestine, les changements et catastrophes liés au climat, tous ces événements accroissent la vulnérabilité des femmes, premières cibles de ces conflits armés et de ce dérèglement climatique. En déployant des politiques étrangères féministes, les États participent plus efficacement pour le maintien de la paix dans le monde et la réduction des inégalités.

La promotion des droits des femmes et l'égalité des genres sont un facteur essentiel pour le développement de sociétés justes, égalitaires et démocratiques dans le monde. Une étude menée en 2023 par Equal Measures 2030, montre que près de la moitié des Objectifs de développement durable (ODD) sont directement et intrinsèquement liés à la réalisation de l'égalité des genres et les trois quarts des 169 cibles des ODD en dépendent de façon directe ou significative. L'étude expose également le lien direct entre l'égalité entre les femmes et les hommes et les ODD sur l'environnement¹. Le développement de politiques étrangères féministes doit être un moyen de s'attaquer aux inégalités sociales et économiques dans le monde en mettant l'accent sur la recherche de la paix et de la sécurité humaine, du développement durable et de la protection de l'environnement.

Le concept de politique étrangère féministe a été revendiqué pour la première fois par l'ancienne première ministre suédoise Margot Wallström en 2014. Il n'existe pas de consensus international sur la définition de ce concept, la France a par exemple adopté le principe de diplomatie féministe. Le concept de politique étrangère féministe « repose sur la conviction que l'égalité des sexes et la participation équitable dans la vie politique et publique sont essentielles à la paix et à la sécurité internationales² ». De plus en plus de chercheur-ses en géopolitique s'accordent à dire que le féminisme est indispensable pour le maintien de la paix et de la démocratie dans le monde ainsi que le développement des États. Adopter une politique étrangère féministe apparaît donc nécessaire afin

¹ EqualMeasures2030. (05 septembre 2023). *Is gender equality critical to the success of the sustainable development goals ?*. Medium.

<https://equal2030.medium.com/is-gender-equality-critical-to-the-success-of-the-sustainable-development-goals-cb0a5bd2de4f>

² Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly. (2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=11383>

de promouvoir une nouvelle forme de leadership où la responsabilité collective et la coopération sont les clés d'un renouveau démocratique.

Actuellement, plusieurs pays ont officiellement adopté une politique étrangère féministe³. La Suède, qui était le premier pays, a abrogé sa politique étrangère féministe en 2022 sous le gouvernement de droite et d'extrême droite de Tobias Billström. Cette abrogation a été le signe d'un « backlash » qui ne cesse de grandir en Europe et dans le monde. L'Italie a également connu l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en 2022 avec le gouvernement de Giorgia Meloni. Le pays avait produit beaucoup d'efforts pour adopter une politique plus sensible à l'égalité entre les femmes et les hommes, mais le gouvernement actuel tend à revenir à des valeurs plus traditionalistes et conservatrices de la famille et de la place des femmes dans la société.

En revanche, d'autres pays progressent sur le développement d'une politique étrangère féministe, comme la France et l'Espagne. La France a lancé sa « diplomatie féministe » en 2019 et figure parmi les pays les plus progressistes dans ce domaine. Sous le leadership du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, la diplomatie féministe de la France se distingue par une forte mobilisation financière à destination des organisations féministes de la société civile. L'Espagne progresse également et a opté pour une politique étrangère féministe basée sur une approche intersectionnelle et une représentation forte des femmes à des postes politiques et diplomatiques.

À travers ce rapport, l'Institut du Genre en Géopolitique présente les politiques étrangères féministes développées spécifiquement par la France et l'Espagne et fait un focus sur l'Italie et ses reculs en matière de droits des femmes et d'égalité des genres⁴. Ce travail de recherche vise à rendre accessible de façon synthétique et précise une analyse sur les différentes politiques étrangères de ces pays. Ce format a été pensé pour sensibiliser le grand public et les expert·es à ce concept tout en permettant à la société civile de se saisir de ce sujet afin d'interpeller leurs gouvernements à prendre des mesures efficaces pour le développement de politiques en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Afin de rendre la lecture de ce rapport plus pédagogique, l'Institut du Genre en Géopolitique a choisi de rédiger une fiche par pays pour présenter les politiques étrangères féministes. Chaque fiche est construite en suivant la même typologie, à savoir :

- une partie « adoption et contexte » afin de comprendre le mécanisme ayant mené à l'adoption de cette politique étrangère féministe ;
- une partie « axes et spécificités » pour présenter le contenu de la politique étrangère ;

³ Allemagne (2021), Argentine (2023), Canada (2017), Chili (2022), Colombie (2022), Espagne (2021), Écosse (2021), France (2019), Libéria (2022), Libye (2021), Luxembourg (2018), Mexique (2020), Mongolie (2023), Pays-Bas (2022), Slovaquie (2023).

⁴ Le choix des pays étudiés renvoie à une demande de Focus 2030, il s'agit de leur trois pays d'intervention.

- une partie « financements sensibles au genre » concernant l'aide publique au développement destinée à des programmes sensible au genre et les fonds dédiés aux Agences des Nations unies pour ce volet;
- une partie « forces et limites » afin d'analyser le contenu des politiques étrangères féministes des pays et leur cohérence avec le contexte national et international ;
- une partie « recommandations » que l'Institut du Genre en Géopolitique formule afin d'encourager les gouvernements à améliorer leur politique étrangère féministe.

Espagne

Adoption et contexte

En 2020, l'ancienne ministre des Affaires étrangères espagnole, Arancha González Laya, annonçait l'engagement de l'Espagne à adopter une politique étrangère féministe, lors de son discours inaugural devant le Parlement⁵. Cet engagement, célébrant les anniversaires de la Déclaration de Beijing et de la résolution 1325 de l'ONU sur les Femmes, la Paix et la Sécurité (FPS), souligne l'intégration de la sensibilité aux questions de genre dans les actions extérieures du pays, y compris la coopération au développement⁶.

En mars 2021, l'Espagne concrétise cette vision avec la publication de sa première stratégie de politique étrangère féministe sur la période 2021-2022⁷. L'année suivante, en 2022, la secrétaire d'État à la Coopération internationale, Pilar Cancela, fait de l'égalité des genres une priorité majeure de la politique de développement espagnole, mettant en lumière que « [s]eule une démocratie exempte de violence masculine est une démocratie totale⁸ ».

Le 17 octobre 2023, le ministère espagnol des Affaires étrangères a exposé le plan d'action pour la politique étrangère féministe pour la période 2023-2024⁹. Ce plan vise à intégrer une approche basée sur le genre dans toutes les actions de la politique étrangère espagnole et à promouvoir les priorités de l'Espagne pour faire progresser l'égalité des genres à l'échelle mondiale¹⁰. Il détaille des

⁵ Ministerio de Asuntos Exteriores (2021). SPAIN'S FEMINIST FOREIGN POLICY: Promoting Gender Equality in Spain's External Action. 4.
<https://rm.coe.int/2021-02-politica-exterior-feminista-eng/1680a287c3#:~:text=Spain%20has%20promoted%20European%20Union,Gender%20Equality%20Strategy%202020%2D2025.>

⁶ Ministerio de Asuntos Exteriores (2021). SPAIN'S FEMINIST FOREIGN POLICY: Promoting Gender Equality in Spain's External Action. 4.
<https://rm.coe.int/2021-02-politica-exterior-feminista-eng/1680a287c3#:~:text=Spain%20has%20promoted%20European%20Union,Gender%20Equality%20Strategy%202020%2D2025.>

⁷ Ministerio de Asuntos Exteriores (2021). SPAIN'S FEMINIST FOREIGN POLICY: Promoting Gender Equality in Spain's External Action.
<https://rm.coe.int/2021-02-politica-exterior-feminista-eng/1680a287c3#:~:text=Spain%20has%20promoted%20European%20Union,Gender%20Equality%20Strategy%202020%2D2025.>

⁸ Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2022, 25 novembre). Press Release 093: Spanish Cooperation fights gender-based violence in around 20 countries.
https://www.exteriores.gob.es/en/Comunicacion/NotasPrensa/Paginas/2022_NOTAS_P/20221125_NOTA093.aspx

⁹ Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2023). PLAN DE ACCIÓN PARA LA POLÍTICA EXTERIOR FEMINISTA 2023-2024.
https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023_10_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf

¹⁰ Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur
https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

engagements financiers significatifs, notamment l'objectif de consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2030¹¹.

Les axes et spécificités

Au travers de divers secteurs stratégiques tels que la sécurité, la santé, le climat, la représentation politique, le commerce, le secteur numérique et les violences basées sur le genre (VBG), la politique étrangère féministe espagnole s'érige comme instrument transversal et global en faveur de l'égalité des genres, illustrant une approche intégrée et holistique de l'action diplomatique.

L'égalité des genres est soulignée comme une priorité transversale dans l'APD espagnole. En 2021, l'Espagne a démontré son engagement en allouant 37% de son APD bilatérale à l'égalité des genres. Bien que légèrement en dessous de la moyenne du Comité d'aide au Développement de l'OCDE, l'Espagne s'est classée au 17ème rang mondial des donateurs dans ce domaine, en investissant 418 millions de dollars américains cette année-là¹². La Stratégie d'Action Humanitaire 2019-2026 intègre une approche de genre et prend en compte un agenda féministe pour l'action humanitaire espagnole¹³.

En outre, la loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité globale, de 2023, place l'égalité des genres au cœur de la coopération espagnole, abordant les inégalités liées au genre dans les énergies renouvelables et promouvant l'écoféminisme¹⁴.

La politique étrangère féministe espagnole accorde une importance majeure aux droits et à la santé sexuels et reproductifs (DSSR) dans ses efforts de coopération internationale. En 2021, l'Espagne a grandement contribué aux financements des DSSR, faisant face aux défis posés par la crise du COVID-19 et renforçant son engagement envers des initiatives telles que la planification familiale,

¹¹ European Commission. (2020). Joint Communication to the European Parliament and the Council EU Gender Action Plan (GAP) III – An Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action (JOIN/2020/17 final).

[<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017>]

¹² Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur

https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

¹³ Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2022). Estrategia de Acción Humanitaria. Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo.

[<https://www.aecid.es/documents/20120/90545/Estrategia%20Acci%C3%B3n%20Humanitaria%20en%20ingl%C3%A9s.cleaned.pdf/f3cf2160-3e60-a1e0-b47f-3155f3931068?t=1661341767917>]

¹⁴ Jefatura del Estado. (2023, 20 février). Ley 1/2023, de 20 de febrero, de Cooperación para el Desarrollo Sostenible y la Solidaridad Global. «BOE» núm. 44. https://www.boe.es/eli/es/l/2023/02/20/1/con_et

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2023). PLAN DE ACCIÓN PARA LA POLÍTICA EXTERIOR FEMINISTA 2023-2024. 17. https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023_10_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf

la prévention des violences basées sur le genre et la promotion générale de l'égalité des genres¹⁵. Le gouvernement reconnaît l'importance du financement de base pour des organisations telles que le FNUAP et l'UNICEF, en particulier dans le domaine des DSSR¹⁶.

Pour l'implémentation de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité, l'Espagne a adopté un nouveau plan d'action national en 2017, couvrant la période 2017-2023¹⁷. Élaboré par un groupe de travail interministériel, le plan vise à contribuer à la protection des droits humains, en particulier ceux des femmes et des filles, ainsi qu'à leur participation substantielle à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix¹⁸. Le plan promeut une approche intégrée en établissant des liens avec les Objectifs de développement durable. Cependant, il ne prévoit pas de cadre de suivi et d'évaluation substantielle, ni de budget dédié.

En 2023, l'Espagne a réalisé des avancées significatives vers une représentation équilibrée avec 48% de femmes occupant des postes ministériels et 42% siégeant au Parlement¹⁹. Pour consolider ces efforts, la version préliminaire d'une nouvelle loi visant à assurer une parité dans la direction des grandes entreprises et en politique a été adoptée en mars 2023²⁰. Cette loi exige 40% de femmes et d'hommes à la direction de toutes les entreprises cotées ayant plus de 250 employé·es et un chiffre d'affaires annuel de 50 millions d'euros. En politique, cette loi impose aux partis politiques de présenter un nombre égal de candidat·es masculins et féminins lors des élections, dans le but d'accroître la parité des genres au Parlement²¹.

Le 19 septembre 2023, le gouvernement espagnol a réaffirmé son engagement à éliminer toutes les formes de violences basées sur le genre en approuvant une Déclaration institutionnelle pour la Journée internationale contre l'exploitation sexuelle et la traite des femmes et des enfants, célébrée le

¹⁵ Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Spain*. Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/spain/>.

¹⁶ Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Spain*. Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/spain/>.

¹⁷ Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2017). Plan Nacional Mujeres, Paz y Seguridad. <https://www.exteriores.gob.es/es/Comunicacion/Noticias/Documents/Plan%20Nacional%20Mujeres.%20Paz%20y%20Seguridad%20TEXTO.pdf>

¹⁸ PeaceWomen. (2020). National Action Plan on Women, Peace and Security: Spain. Consulté sur <https://1325naps.peacewomen.org/index.php/spain/>

¹⁹ EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/ES>

²⁰ Council of Ministers. (2023, March 7). The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government and business. Council of Ministers. https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made

²¹ Council of Ministers. (2023, March 7). The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government and business. Council of Ministers. https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made

23 septembre²². La ministre de la Politique territoriale, Isabel Rodríguez, a mis en lumière l'importance du Plan opérationnel Camino pour la protection des droits humains des femmes et des filles victimes de la traite sur la période 2022-2026²³.

Elle a également exprimé des préoccupations quant aux 47 victimes de féminicides en 2023, appelant à renforcer les mécanismes de prévention et de soutien. Rodríguez a souligné la nécessité d'un pacte politique et social pour soutenir les victimes de VBG, soulignant qu'il devrait être complet, social et politique, impliquant tous les secteurs de la société dans cet effort crucial²⁴.

La politique numérique espagnole définie par l'agenda « Digital Spain 2025 » s'inscrit dans une approche féministe en réponse aux Objectifs de développement durable (ODD) et à l'Agenda 2030 pour favoriser l'avancée de la représentation des femmes dans le contexte mondial du numérique. Parmi les mesures, l'objectif ambitieux d'assurer que 80 % de la population acquiert des compétences numériques de base d'ici 2025 inclut une dimension internationale, avec un engagement spécifique à ce que la moitié de ces compétences soient acquises par des femmes. Cette initiative positionne l'Espagne comme un acteur actif dans la promotion d'un environnement numérique équitable, contribuant ainsi à l'évolution globale de la participation des femmes dans le secteur numérique.

Enfin, dans son programme pour la présidence du Conseil de l'UE, l'Espagne affirme la volonté de mettre en œuvre une stratégie européenne pour l'égalité des genres sur la période 2020-2025. Son programme met l'accent sur la promotion de l'égalité salariale, la parité des genres au sein des conseils d'administration, et la lutte contre les discriminations, en se concentrant notamment sur l'égalité des opportunités et la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe, la race, l'origine ethnique, la religion, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle²⁵.

²² Council of Ministers. (2023, September 19). The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women. Consulté sur

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx

²³ Council of Ministers. (2023, September 19). The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women. Consulté sur

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx

²⁴ Council of Ministers. (2023, September 19). The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women. Consulté sur

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx

²⁵ Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2023). *The pathway to progress: strengthening effective structures for gender equality and gender mainstreaming in the EU*. Consulté sur

<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/atgpojb/the-pathway-to-progress.pdf> et Spanish

Presidency of the Council of the European Union. (2020). *Striving for a Union of Equality: The Gender Equality Strategy 2020-2025*. Consulté sur

<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/fj0ny0rk/striving-for-a-union-of-equality.pdf>

Tableau des divers axes de financements en faveur de l'égalité des genres dans le monde

	2019	2020	2021	2022
Montant PIB total (milliards US\$)²⁶	1 394	1 278	1 445	1 417
Montant APD (millions US\$)²⁷	3 220	3 171	3 642	4 593
Part de l'APD consacrée à l'égalité des genres (%)²⁸	10,14	12,04	11,48	Donnée non disponible
APD objectif principal pour l'égalité des genres (millions US\$)²⁹	165	162	198	Donnée non disponible
APD objectif secondaire pour l'égalité des genres (millions US\$)³⁰	162	220	220	Donnée non disponible
APD pour le genre liée à l'Agenda FPS (millions US\$)³¹	24	25	38	135
APD pour le genre liée au climat (millions US\$)³²	39	7	27	22

²⁶ Perspective Monde. (2023). Bilan socio-économique de l'Espagne.

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MK.TP.CD&codePays=ESP&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=ESP&optionsDetPeriodes=avecNomP>

²⁷ OECD (2023), "Spain", in *Development Co-operation Profiles*, OECD Publishing, Paris,

<https://doi.org/10.1787/26d68de7-en> (accessed on 15 December 2023).

²⁸ OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> et Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur

https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

²⁹ OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> et Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur

https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

³⁰ OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> et Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur

https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

³¹ Indicateur conflits, paix et sécurité. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*.

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>; Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

³² Indicateur sur le secteur de la protection environnementale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>; Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

APD pour le genre liée à l'économie et le commerce (millions US\$)³³	17,9	27,05	13	24,5
APD pour le genre liée à la gouvernance et société civile (millions US\$)³⁴	133,54	140,71	156,10	233,35
Contribution FNUAP (millions US\$)³⁵	2,6	9,4	4,9	10
Contribution PNUD (millions US\$)³⁶	4,6	4,9	12,1	7
Contribution ONU Femmes (millions US\$)³⁷	2,4	1,2	1,8	5
Contribution UNICEF (millions US\$)³⁸	64,8	67,6	65,2	61,2

³³ Addition des secteurs de services financiers, soutien aux entreprises et politique commerciale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>; Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

³⁴ Cette catégorie englobe les programmes visant à promouvoir la participation des femmes dans les processus démocratiques, les élections, l'égal accès à l'information et la protection de leurs droits. Pour davantage d'informations sur ce critère, veuillez consulter : OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>; Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. Consulté sur https://donortracker.org/donor_profiles/spain/gender

³⁵ Addition des ressources régulières et non régulières. Voir: UNFPA. (2022). *Top General Donors 2022: Spain*. Voir : <https://www.unfpa.org/data/donor-contributions>

³⁶ Addition des ressources régulières et non régulières. Retrouvez ici: United Nations Development Programme. (2020). *Funding Compendium 2019*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Funding%20Compendium%202019.pdf>; United Nations Development Programme. (2021). *Funding Compendium 2020*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-06/UNDP%20Funding%20Compendium%202020%20.pdf>; United Nations Development Programme. (2022). *Funding Compendium 2021*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/Compendium_2021_Aug%2029.pdf; United Nations Development Programme. (2023). *Funding Compendium 2022*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/undp_funding_compendium_2022_vs_1_as_of_24_aug_2023.pdf

³⁷ Additions des ressources régulières et non régulières. UN Women. (2022). *UNWOMEN Transparency Portal Data*. Dernière mise à jour. Consulté sur <https://open.unwomen.org/partners/spain>

³⁸ UNICEF. (2023). *Core resources for results 2022 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/140701/file/Core%20Resources%20for%20Results.pdf>; UNICEF. (2022). *Core resources for results 2021 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/122551/file/Core%20resources%20for%20results%202021.pdf>; UNICEF. (2021). *Core resources for results 2020 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/99911/file/Core%20Resources%20for%20Results%20-%202020%20Report.pdf>; UNICEF. (2020). *Regular resources 2019 Report*. Consulté sur <https://www.unicef.org/media/71446/file/Regular-resources-2019-report.pdf>

Contribution biennal UNESCO (millions US\$)³⁹	Donnée non disponible	Donnée non disponible	Donnée non disponible	14,7
Fonds dédiés au DSSR (millions US\$)⁴⁰	46,10	53,32	Donnée non disponible	34
Contribution triennale au Fonds Mondial contre le Sida, la tuberculose et la malaria (millions US\$)⁴¹	N/A	110,29		

Les forces

La politique étrangère féministe de l'Espagne, adoptée en mars 2021, s'illustre par une série d'engagements législatifs concrets et de principes directeurs qui en font une initiative robuste et influente. Guidée par des discours fondateurs sur la scène régionale et internationale, et renforcée par des plans d'action substantiels, cette politique est caractérisée par une évolution dynamique, témoignant d'une volonté constante de promouvoir l'égalité des genres à l'échelle mondiale.

Au niveau national, l'Espagne a pris des mesures significatives pour lutter contre les violences basées sur le genre. En 2009, le pays a établi la Loi organique sur les mesures de protection contre la violence de genre⁴², érigeant une Délégation gouvernementale dédiée aux VBG. En complément, en mai 2019, le gouvernement a publié un guide détaillé sur les droits des femmes victimes de VBG⁴³. Récemment, en septembre 2023, la Ministre Isabel Rodríguez a réitéré l'engagement du gouvernement espagnol dans la lutte contre les VBG.

La politique étrangère féministe espagnole se distingue également par son approche holistique et intersectionnelle, abordant des secteurs variés tels que la sécurité, la santé, le climat, l'APD et la représentation politique. L'Espagne est particulièrement efficace sur ce dernier point, avec une forte

³⁹ UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Espagne*. Consulté sur <https://core.unesco.org/en/country/ESP/contribution>

⁴⁰ Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir: https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf et Médicos del Mundo. (2023). *La Salud en la Cooperación al Desarrollo y la Acción Humanitaria*. Consulté sur <https://www.medicosdelmundo.org/actualidad-y-publicaciones/publicaciones/la-salud-en-la-cooperacion-al-de-sarrollo-y-la-accion-9>

⁴¹ Global Fund. (2023). Pledges and Contribution Report. Voir: <https://www.theglobalfund.org/fr/government/>

⁴² Ministerio de Justicia. (2009). Organic Act of Protection Measures against Gender Violence. Consulté sur https://violenciagenero.igualdad.gob.es/definicion/pdf/Ley_integral_ingles.pdf

⁴³ Ministerio de la Presidencia, Relaciones con las Cortes y Igualdad. (2019). Guide to the Rights of Women Victims of Gender Violence. Consulté sur <https://violenciagenero.igualdad.gob.es/informacionUtil/derechos/docs/mayo2019/GUIADERECHOSeng22052019.pdf>

amélioration de la représentation féminine en politique sur l'année 2023 et la volonté d'encadrer législativement ce point. Cette diversité thématique reflète une volonté d'intégrer la perspective de genre dans toutes les facettes de la politique étrangère, témoignant d'une approche transversale et globale.

L'Espagne s'est distinguée en élaborant un guide détaillé de sa politique étrangère féministe, offrant un cadre clair pour l'implémentation pratique de cette approche. Les cinq principes directeurs, axés sur la réforme structurelle, le leadership fort, la coordination, la participation et l'intersectionnalité, constituent une feuille de route cohérente pour orienter l'action diplomatique espagnole vers des objectifs féministes.

Une force majeure réside dans la volonté affichée de l'Espagne de consacrer 0,7 % de son RNB à l'APD d'ici 2030⁴⁴. En parallèle, ses contributions particulièrement importantes pour le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF soulignent l'approche proactive et influente de l'Espagne en matière de DSSR dans le monde⁴⁵.

Les limites

Une critique initiale réside dans le manque de cohérence entre la politique intérieure et extérieure de l'Espagne concernant les droits sexuels et reproductifs (DSSR). Même si le pays semble activement promouvoir ces droits à l'étranger, avec des contributions significatives, des débats persistent sur des questions telles que l'objection de conscience et la législation spécifique entourant l'accès à l'avortement⁴⁶.

Bien que le guide de la politique étrangère féministe espagnol affiche une volonté de transparence totale sur les données de genre, des obstacles pratiques, tels que le manque de ressources suffisantes, l'absence de cadre de suivi détaillé dans le plan d'action national pour l'Agenda FPS, et le défaut de rapports publics détaillés, entravent sa mise en œuvre. La collecte exhaustive de données spécifiques au genre requiert des efforts continus et des ressources suffisantes. Par exemple, aucun cadre de suivi ni de budget détaillé n'est disponible dans le plan d'action national pour l'Agenda FPS⁴⁷. L'absence

⁴⁴ European Commission. (2020). Joint Communication to the European Parliament and the Council EU Gender Action Plan (GAP) III – An Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action (JOIN/2020/17 final).

[<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017>]

⁴⁵ Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Spain*. Consulté sur [<https://www.countdown2030europe.org/spain/>].

⁴⁶ Orihuela, R., & Whitelaw, K. (2023, June 24). A Spanish Politician's Risky Stand in Culture War. *Bloomberg*. Consulté sur

[<https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-06-24/abortion-debate-in-spain-revives-culture-war-in-politics>]

⁴⁷ Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2017). Plan Nacional Mujeres, Paz y Seguridad.

de suivi effectif souligne la nécessité de rapports publics détaillés pour assurer une responsabilité effective, en précisant la fréquence, la portée, et le niveau de transparence de ces rapports.

En termes de portage politique, le président espagnol Pedro Sánchez se démarque du reste de l'administration par ses discours percutants et ses initiatives concrètes, dont la « Parity Law », du 7 mars 2023, garantissant la parité des genres dans les instances politiques espagnoles⁴⁸. Le 22 janvier 2024, il a souligné cette vision à la Casa de América, institution culturelle favorisant les liens culturels, sociaux et économiques entre l'Espagne et les pays d'Amérique, en soulignant l'importance de réduire l'écart entre les genres et en plaidant en faveur d'une politique étrangère résolument féministe⁴⁹. Malgré ces avancées, le défi persiste au-delà de la seule figure de Pedro Sánchez, soulignant une limite dans le portage politique global de la politique étrangère féministe à l'échelle internationale. Il est important de noter que cette dynamique n'est pas encore pleinement interministérielle, laissant entrevoir un problème systémique qui nécessite une approche plus holistique au sein de l'administration espagnole.

Enfin, malgré la mise en avant de l'importance de l'intersectionnalité et de la diversité, notamment dans le programme pour sa présidence du Conseil de l'UE, des défis persistent dans son application à la politique étrangère féministe espagnole. Le manque d'inclusion explicite de la communauté LGBTI+ dans le guide de cette politique révèle une lacune en termes d'intersectionnalité.

Recommandations

- 1. Optimiser l'alignement des pratiques internes avec les discours sur la scène internationale.** Afin d'asseoir sa crédibilité sur la scène internationale, l'Espagne devrait redoubler d'efforts pour garantir une cohérence accrue entre son discours et ses pratiques nationales, notamment en matière de droits sexuels et reproductifs, ainsi que dans l'inclusion plus approfondie des personnes LGBTI+.

<https://www.exteriores.gob.es/es/Comunicacion/Noticias/Documents/Plan%20Nacional%20Mujeres.%20Paz%20y%20Seguridad%20TEXTO.pdf>

⁴⁸ The Government of Spain. (2023, March 7). *The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government, and business*. Council of Ministers. Consulté sur

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made.

⁴⁹ Servimedia Agency. (2024, January 22). *Sánchez asegura que cerrar la brecha de género completamente incrementaría el PIB global más de un 20%*. Cinco Días. El País. Consulté sur <https://cincodias.elpais.com/economia/2024-01-22/sanchez-asegura-que-cerrar-la-brecha-de-genero-completamente-incrementaria-el-pib-global-mas-de-un-20.html>

2. Assurer un meilleur suivi sur la mise en application de la politique étrangère féministe.

L'Espagne doit établir des mécanismes de collecte de données et de suivi de la mise en œuvre de sa politique étrangère féministe, conformément à ses engagements antérieurs. Cette initiative revêt une importance particulière en considération du plan d'action national actuel pour l'Agenda FPS qui ne précise ni cadre d'évaluation ni budget. Garantir la transparence, la régularité et l'exhaustivité des rapports publics sur l'application renforcera la responsabilité et accroîtra la visibilité des progrès réalisés.

3. Renforcer le portage politique interministériel pour une mise en œuvre complète et efficace de la politique étrangère féministe.

Il est essentiel d'établir des mécanismes formels de coordination entre les différents ministères afin de garantir un portage politique interministériel renforcé pour la mise en œuvre de la politique étrangère féministe. La création d'un comité de travail interministériel dédié, doté de ressources adéquates, favoriserait la cohésion des efforts, la communication régulière et l'harmonisation des actions à travers l'ensemble du gouvernement. Cette approche collaborative renforcera la portée et l'impact des initiatives liées à l'égalité des genres, consolidant ainsi la position de l'Espagne en tant que championne du portage politique de la politique étrangère féministe au niveau international.

4. Renforcer l'application de l'intersectionnalité dans tous les aspects de la politique étrangère.

Intégrer les perspectives d'ethnicité, de genre, de l'orientation sexuelle, du statut économique, et d'autres, dans tous les aspects de la politique et des actions étrangères renforcera la cohérence de l'Espagne sur la scène internationale, en offrant une politique étrangère féministe intersectionnelle pleinement inclusive, équitable et pérenne.

Le cadre institutionnel de l'Espagne en matière de genre :

La promotion de l'égalité en Espagne repose sur un ensemble d'institutions clés, notamment le Ministère de l'Égalité, la Commission Inter-ministérielle sur l'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que le Secrétariat d'État à l'Égalité et contre les violences basées sur le genre. Ces entités collaborent pour élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à garantir l'égalité des genres dans le pays.

La coordination des initiatives espagnoles en matière d'égalité se fait à divers niveaux. Le Ministère de l'Égalité joue un rôle central, tandis que la Commission Inter-ministérielle facilite la collaboration entre différents ministères. Le Secrétariat d'État à l'Égalité et contre les violences basées sur le genre apporte une expertise spécifique dans la lutte contre les violences de genre.

Le cadre institutionnel espagnol englobe des référent-es genre au sein des diverses directions du

gouvernement, assurant une approche transversale de l'égalité des genres. Cette structure reflète l'engagement continu de l'Espagne en faveur de l'égalité, tout en favorisant la cohérence et la coordination à tous les niveaux de l'administration publique.

Collectifs féministes :

Les collectifs féministes en Espagne, dont l'Instituto de las Mujeres et le Consejo de Participación de la Mujer, jouent un rôle crucial dans la promotion de l'égalité des genres et la lutte contre les discriminations. L'Instituto de las Mujeres, en tant qu'organisme gouvernemental, est dédié à la mise en œuvre de politiques d'égalité et au soutien des droits des femmes. Il collabore étroitement avec le Consejo de Participación de la Mujer, une instance consultative favorisant la participation active des femmes dans la prise de décisions. Ces collectifs travaillent sur diverses problématiques telles que l'égalité salariale, l'accès à l'éducation et la lutte contre les violences de genre.

Leur relation avec le ministère des Affaires étrangères espagnol se manifeste par des échanges fréquents et constructifs. Ces collectifs fournissent au Ministère des informations essentielles sur les enjeux spécifiques aux femmes en Espagne, contribuant ainsi à l'élaboration de politiques étrangères sensibles au genre. De plus, le ministère, en retour, consulte régulièrement ces collectifs pour garantir une représentation adéquate des perspectives féministes dans ses initiatives internationales. Cette collaboration renforce la cohérence et l'efficacité des actions menées tant au niveau national qu'international.

Points à retenir :

1. L'Espagne a annoncé son engagement envers une politique étrangère féministe en 2020, avec une stratégie concrète publiée en 2021 et un plan d'action pour la période 2023-2024, célébrant des événements internationaux majeurs.
2. La politique étrangère féministe espagnole adopte une approche transversale touchant des secteurs tels que la sécurité, la santé, le climat, la représentation politique, le commerce et la lutte contre les violences basées sur le genre.
3. Des efforts sont déployés pour assurer une représentation équilibrée, notamment avec des lois visant la parité dans les grandes entreprises et en politique, mais des lacunes subsistent en termes de suivi et d'évaluation.
4. L'Espagne prend des mesures significatives au niveau national pour lutter contre les violences basées sur le genre, mais des préoccupations persistent quant à la nécessité d'un pacte politique et social plus complet.
5. La politique étrangère féministe espagnole est saluée pour ses engagements législatifs concrets, son approche holistique, mais des limites sont identifiées, notamment le manque de cohérence entre la politique intérieure et extérieure et des défis dans le suivi de la mise en œuvre.

France

Adoption et contexte

Le 08 mars 2019, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa, Secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes, déclarent conjointement que « La France est depuis un an à l'initiative d'une dynamique nouvelle : une véritable diplomatie féministe. Une diplomatie féministe qui n'oublie aucun sujet. Une diplomatie pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Une diplomatie pour l'éducation des filles et des femmes, des garçons et des hommes, partout dans le monde. Une diplomatie pour l'émancipation économique des femmes à travers le monde, et particulièrement en Afrique. Une diplomatie concrète qui ne se contente pas de discours, elle agit et produit des effets pour soutenir les femmes, toutes les femmes⁵⁰. »

Avec cette déclaration, la France est officiellement devenue le quatrième pays au monde à avoir adopté une diplomatie féministe après la Suède, le Canada et le Luxembourg. En outre, le président Emmanuel Macron, qui a employé le terme de féministe pour se décrire, a fait de l'égalité entre les femmes et les hommes la grande cause de ses deux quinquennats et en a confié la mise en œuvre au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Le pays est également le quatrième plus grand bailleur du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE⁵¹.

En 2017, les deux députées Mireille Clapot et Laurence Dumont ont corédigé un rapport d'information sur la place des droits des femmes dans la diplomatie française⁵². Elles ont alors décliné 100 propositions pour la mise en place d'une diplomatie féministe après un travail de plusieurs mois de rencontres et auditions avec les organisations de la société civile, notamment. Ce rapport a servi à nourrir la stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2022, que le pays a déclinés avant de déclarer officiellement se doter d'une

⁵⁰ France diplomatie. (08 mars 2019). « Pour une diplomatie féministe » - Tribune conjointe de Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa (8 mars 2019)
[https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et#:~:text=de%20la%20police-,%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D,Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20\(8%20mars%202019\)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l,et%20l%C3%A9ducation%20des%20filles](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et#:~:text=de%20la%20police-,%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D,Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20(8%20mars%202019)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l,et%20l%C3%A9ducation%20des%20filles)

⁵¹ France Diplomatie. (2023). *Les chiffres de l'aide française*.
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/les-chiffres-de-l-aide-francaise/>

⁵² Assemblée Nationale. (n. d.) *Rapport d'information n°844*.
https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b0844_rapport-information#_Toc256000005

diplomatie féministe. Ce premier cadre de référence a permis à la France de mettre en place un pilotage institutionnel au niveau du MEAE et de poser les bases d'une approche transversale. Cette stratégie se base sur une approche intégrée de l'égalité des genres, ce qui entend intégrer ce principe dans tous les champs d'intervention, les instruments de l'action extérieure de la France et les objectifs politiques du pays.

La diplomatie féministe de la France n'est actuellement pas définie de façon claire et précise. Dans son rapport *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*, l'Institut du Genre en Géopolitique a mis en avant cette absence de définition. La conceptualisation du principe de diplomatie féministe est nécessaire afin de légitimer la politique étrangère du pays⁵³.

En 2021, la France a organisé le premier Forum Génération Égalité aux côtés du Mexique, 25 ans après la toute première conférence mondiale de l'ONU sur les femmes à Pékin en 1995. Cet événement a marqué l'histoire en rassemblant des acteurs institutionnels, des acteurs de la société civile, de la jeunesse et du secteur privé afin de prendre un ensemble d'engagements pour le développement durable et l'égalité entre les femmes et les hommes⁵⁴.

Les axes et spécificités

La stratégie internationale de la France se base sur les priorités sectorielles du développement durable en cohérence avec l'Agenda 2030, avec les priorités de l'Union européenne et son Gender Action Plan, et les différentes stratégies des ministères français sur l'éducation, la formation professionnelle et l'insertion, les droits et de la santé sexuels et reproductifs, etc.

La diplomatie féministe se traduit dans ses engagements financiers de l'aide publique au développement et la mobilisation de tous les opérateurs du pays pour l'égalité femmes-hommes. Ainsi, lors du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) de 2018, la France s'est fixée pour objectif d'avoir 100% des projets de l'AFD évalués selon le marqueur genre de l'OCDE et 50% des volumes annuels d'engagement de l'AFD avec un objectif genre principal ou significatif⁵⁵. Ces deux objectifs ont néanmoins disparu lorsqu'en juillet 2023 le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement s'est rassemblé pour

⁵³ Institut du genre en géopolitique. (2023). *La Politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

⁵⁴ Forum Génération Égalité (n. d.). <https://forum.generationequality.org/fr>

⁵⁵ Ministère de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). Document de politique transversale - projet de loi de finances pour 2022. Politique française en faveur du développement. https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&sort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments

adopter les nouvelles orientations de l'aide publique au développement et de la politique de coopération internationale de la France⁵⁶. De plus, le pays s'est engagé dans la loi de programmation budgétaire du 4 août 2021 relative au développement et à la lutte contre les inégalités mondiales, afin que d'ici 2025, 75% des projets qu'elle finance intègrent une dimension genre comme objectif principal ou significatif et 20% comme objectif principal⁵⁷.

La France est consciente du recul alarmant des droits des femmes dans le monde et entend continuer à les défendre dans les instances internationales et à développer son aide publique au développement, notamment envers les organisations féministes dans le monde. En septembre 2023, le pays a par ailleurs doublé son financement pour le Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF) passant à 250 millions d'euros sur 5 ans, avec une priorité de 65% aux initiatives en Afrique⁵⁸. Depuis la création de ce fonds en 2019, la France a mobilisé 134 millions d'euros au profit de 1 000 associations dans 75 pays du monde sur 7 thématiques principales : les DSSR, la lutte contre les discriminations et les violences sexuelles et sexistes, l'autonomisation des femmes et leur participation à la vie économique, le leadership social et politiques des femmes, l'accès des filles à l'éducation, l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et le sujet genre et climat⁵⁹. Avec ce fonds, la France est devenue le premier financeur d'organisations féministes dans le monde.

Dans sa diplomatie féministe, la France a priorisé le sujet des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Le pays est convaincu que l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes passent avant tout par la garantie des DSSR. La France a défini une nouvelle stratégie internationale pour la période 2023-2027⁶⁰ qui englobe six priorités thématiques, à savoir :

1. L'accès au service et produits de santé sexuelle et reproductive de qualité
2. L'accompagnement au changement social et comportemental : soutenir l'éducation complète à la sexualité et transformer les masculinités
3. L'accès à l'avortement sécurisé en promouvant un écosystème favorable
4. La lutte contre les pratiques néfastes et violences sexuelles basées sur le genre

⁵⁶ France diplomatie. (1er août 2023). *Adoption des orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement-2023/article/adoption-des-orientations-de-la-politique-de-cooperation-internationale-et-de-l>

⁵⁷ France diplomatie (2022). *Diplomatie féministe*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>

⁵⁸ Focus 2030. (02 août 2023). *CICID 2023 : une nouvelle stratégie de coopération internationale au développement*. <https://focus2030.org/CICID-2023-une-nouvelle-strategie-de-cooperation-internationale-au-developpement>

⁵⁹ France diplomatie. (2023). *Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) : un outil emblématique de la diplomatie féministe menée par la France*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/le-fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof-un-outil-emblematisque-de/>

⁶⁰ France diplomatie. (2023). *La stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs*. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_strategie-dssr-2023_v9_bd_cle86ff1f.pdf

5. L'égalité et l'accès aux droits pour les personnes LGBT+
6. La défense des droits et santés sexuels et reproductifs en situation de crise

La prévention et le combat contre les violences faites aux femmes sont également une priorité. La Convention d'Istanbul, développée par le Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, est l'outil juridique le plus impactant. La France plaide pour que tous les États membres de l'UE adoptent cette convention⁶¹. De plus, le pays abonde le Fonds de soutien pour les survivantes et violences sexuelles liées aux conflits qui permet aux femmes survivantes de recevoir une indemnisation et des réparations et les aides à se réinsérer socialement⁶².

La France a d'ailleurs contribué à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies portant sur l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Elle a adopté son troisième plan national pour 2021-2025 avec 4 engagements phares : la prévention par la sensibilisation aux enjeux liés à la lutte contre les violences de genre, aux droits des femmes et à l'égalité femmes-hommes ; la protection des femmes et des filles et la lutte contre l'impunité ; la participation des femmes aux décisions relatives à la paix et la sécurité ; la promotion de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité et du Plan national d'action⁶³.

Dans la même optique, la France mobilise des financements pour la mise en place de projets par les agences des Nations Unies, ONU Femmes et le FNUAP ou encore pour l'Organisation internationale de la francophonie sur du soutien à la société civile.

Au sein de la Commission de la condition de la femme, la France prône et défend une unité européenne dans les négociations. Cette commission a été créée en 1946 et son fonctionnement est assuré par ONU Femmes. Elle a notamment pour objectif de suivre et évaluer les progrès réalisés depuis l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin (1995) et de s'assurer de l'intégration du genre dans toutes les actions des Nations Unies. Cette commission se réunit chaque année au mois de mars et se conclut par un texte agréé et négocié par l'ensemble des États membres.

La France s'engage également chaque année dans les négociations des COP pour l'intégration du genre dans les enjeux climatiques. Lors de l'organisation de la COP21 en France, le pays a largement contribué à ce que soit intégré le genre dans les négociations. Malgré les tentatives de négociations

⁶¹ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (n. d.) *Qu'est-ce que la diplomatie féministe ?*
https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a5_diplomatie_fe_ministe_2023_v4_cle0df329.pdf

⁶² Global survivor fund. (n. d.). <https://www.globalsurvivorsfund.org/>

⁶³ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2021). 3e Plan national d'Action de la France 2021-2025.
https://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/12/202107_pna_no_3-hd_cle8c97fb.pdf

et d'événements organisés mêlant genre et climat, la société civile présente à cette COP21 n'a pas été totalement satisfaite des discussions menées lors de cette conférence et a déclaré qu'il est nécessaire de « changer le système plutôt que le climat⁶⁴ ». Cependant, la France a continué à suivre les engagements de cette COP sur le genre et le climat et notamment lors du One Planet Summit organisé à Paris en 2017 où une plateforme Genre et développement s'est réunie avec 90 organisations de 35 pays qui ont diffusé un document de plaidoyer intitulé « Pour des financements climat intégrant pleinement le genre »⁶⁵.

L'éducation des jeunes filles est également une priorité de la France. Cet enjeu consiste à permettre à cette population vulnérable de rester à l'école, d'éviter les mariages et grossesses précoces, leur permettre d'avoir accès à des formations et emplois au même titre que les hommes. La France a octroyé en 2021 suite au FGE, 333 millions d'euros pour le partenariat mondial pour l'éducation, dont 50% fléchés vers l'éducation des filles⁶⁶. Cet enjeu est par ailleurs rappelé dans une des priorités de la stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs 2023-2027 avec « l'accompagnement au changement social et comportemental : soutenir l'éducation complète à la sexualité, et transformer les masculinités⁶⁷ ».

La stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2022 contient un volet interne et externe. Dans l'optique d'être exemplaire en faveur de l'égalité femmes-hommes, la France promeut l'égalité professionnelle au sein du MEAE. Le Ministère soutient l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois, à la formation, la mobilité et à l'égalité salariale. De plus, le MEAE a mis en place une politique de « tolérance zéro » afin de lutter contre les discriminations, les agissements sexistes, le harcèlement et les violences sexuelles au sein de ses services et postes diplomatiques⁶⁸. Le Ministère a reçu à nouveau en 2023, les labels AFNOR « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité »⁶⁹. La mise en place de cette politique d'égalité professionnelle en interne passe par la nomination de correspondant·es

⁶⁴ Valo, M. (08 décembre 2015). COP 21 : *La voix des femmes s'élève contre le changement climatique*. Le Monde.

https://lemonde.fr/cop21/article/2015/12/08/cop21-le-climat-du-point-de-vue-des-femmes_4827212_4527432.html

⁶⁵ Plateforme genre et développement. (23 janvier 2016). *La plateforme genre et développement à la COP 21*. <https://www.genre-developpement.org/2016/01/23/cop21/>

⁶⁶ Global Partnership. (30 juin 2021). *Le partenariat mondial pour l'éducation salu la contribution française de 333 millions d'euros annoncée par le Président Emmanuel Macron à l'occasion du Forum Génération Égalité*.

<https://www.globalpartnership.org/fr/news/le-partenariat-mondial-pour-leducation-salue-la-contribution-francaise-de-333-millions-deuros>

⁶⁷ France diplomatie. (2023). *La stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs*. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_strategie-dssr-2023_v9_bd_cle86ff1f.pdf

⁶⁸ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *L'égalité Femmes-Hommes au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/l-egalite-femmes-hommes-au-ministere/>

⁶⁹ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *La diversité au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/la-diversite-au-ministere/>

égalité dans les postes diplomatiques et dans les directions du MEAE. En France, la loi Sauvadet du 12 mars 2012 impose un taux minimum de 40% de personne de chaque sexe dans les emplois de l'encadrement supérieur dans les trois fonctions publiques françaises, fonction publique d'État, territoriale et hospitalière⁷⁰. Ce volet interne entend promouvoir la culture de l'égalité professionnelle au sein des institutions françaises, notamment dans un cadre interministériel, qui va se développer dans une nouvelle stratégie 2023-2025⁷¹.

Tableau des divers axes de financements en faveur de l'égalité des genres dans le monde

	2019	2020	2021	2022
Montant PIB total (milliards US\$)⁷²	2 730	2 650	2 960	2 780
Montant APD (millions de US\$)⁷³	13 435	14 853	15 506	17 596
Part de l'APD consacrée à l'égalité des genres (en %)⁷⁴	41%	44%	50%	Donnée non disponible
APD objectif principal pour l'égalité de genre (milliers US\$)⁷⁵	682	383	754	Donnée non disponible
APD objectif secondaire pour	3 933	5 087	5 134	Donnée non disponible

⁷⁰ Légifrance. (2012). *LOI n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.*

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000025489865/>

⁷¹ Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. (24 novembre 2023). *Toutes et tous égaux - Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027.*

<https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/toutes-et-tous-egaux-plan-interministeriel-pour-egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes-2023-2027>

⁷² Banque mondiale. (n. d.). *PIB (\$ US courants) - France.*

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=FR>

⁷³ indicateur APD de la France total. OCDE. *Stat Creditor Reporting System.* - France

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

⁷⁴ Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). *Politique française en faveur du développement 2023.*

https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&sort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments

⁷⁵ Indicateur égalité de genre - objectif principal. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - France.

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> et https://donortracker.org/donor_profiles/france

l'égalité de genre (millions US\$)⁷⁶				
APD pour le genre liée à l'agenda FPS (millions US\$)⁷⁷	14,75	15,30	26,72	4,18
APD pour le genre liée au climat (millions US\$)⁷⁸	484,22	956,83	840,71	575,15
APD pour le genre liée à l'économie et le commerce (millions US\$)⁷⁹	170,84	609,2	1 039,57	1 189,92
APD pour le genre liée à la gouvernance et la société civile (millions US\$)⁸⁰	25,29	36,30	41,8	22,26
Contribution FNUAP (millions US\$)⁸¹	5,9	6,9	25,9	27,9
Contribution PNUD (millions US\$)⁸²	14,3	10,4	17,2	17,4

⁷⁶ Indicateur égalité de genre - objectif secondaire. OCDE. *Stat Creditor Reporting System - France*.

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> et https://donortracker.org/donor_profiles/france

⁷⁷ Indicateur conflits, paix et sécurité. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*.

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

⁷⁸ Indicateurs de protection de l'environnement. OCDE. *Stat Creditor Reporting System - France*.

<https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

⁷⁹ Addition des secteurs de services financiers, soutien aux entreprises et politique commerciale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

⁸⁰ Indicateur Participation démocratique et société civile. Pour les données voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

⁸¹ Fonds des Nations Unies pour la population. (n. d.). *France*. <https://www.unfpa.org/fr/donor/france>

⁸² United Nations Development Programme. (2019). *Funding compendium*.

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Funding%20Compendium%202019.pdf>; United Nations development programme. (2020). *Funding compendium*.

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-06/UNDP%20Funding%20Compendium%202020%200.pdf>; United Nations Development Programme. (2022). *Funding Compendium 2021*.

https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/Compendium_2021_Aug%2029.pdf ; United Nations Development Programme. (2023). *Funding Compendium 2022*.

https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/undp_funding_compendium_2022_vs_1_as_of_24_aug_2023.pdf

Contribution ONU Femmes (millions US\$)	3,6⁸³	1,8⁸⁴	7,7⁸⁵	10,16⁸⁶
Contribution UNICEF (millions US\$)	49,5⁸⁷	3 521⁸⁸	57,5⁸⁹	51⁹⁰
Contribution UNESCO (millions US\$)⁹¹	Donnée non disponible	488,7	Donnée non disponible	Donnée non disponible
Fonds dédiés aux DSSR (millions US\$)⁹²	212,82	245,94	Donnée non disponible	Donnée non disponible
Contribution Fonds mondial (en milliards US\$)⁹³	1,1	1,3		

⁸³ ONU Femmes. (2019-2020). *Le Monde pour les femmes et les filles*.

<https://static1.squarespace.com/static/5c78efe065019f922db505cb/t/607449adf9e2152dd729bd32/1618233776220/un-women-annual-report-2019-2020-fr.pdf>

⁸⁴ ONU Femmes. (n. d.). *ONU Femmes en France*.

<https://www.onufemmes.fr/nos-actions-en-france#:~:text=Nous%20faisons%20aussi%20du%20plaidoyer.18%C3%A8me%20rang%20des%20pays%20donateurs>

⁸⁵ ONU Femmes. (2021). *Nos partenaires font la différence*.

https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-06/FR_Statement%20of%20financial%20performance%202021.pdf

⁸⁶ UnWomen transparency portal beta. (2022). *France*. <https://open.unwomen.org/partners/france>

⁸⁷ Unicef (2019). Core resources for results.

<https://www.unicef.org/media/71446/file/Regular-resources-2019-report.pdf>

⁸⁸ Sénat. (2022). Contributions financières : mieux assurer la place de la France dans le multilatéralisme.

<https://www.senat.fr/rap/r21-392/r21-3923.html>

⁸⁹ Unicef. (2020). Core resources for results.

<https://www.unicef.org/media/99911/file/Core%20Resources%20for%20Results%20-%202020%20Report.pdf>

⁹⁰ Unicef. (n. d.). Funding for Core Resources for results.

<https://www.unicef.org/partnerships/funding/core-resources-for-results>

⁹¹ Sénat. (2022). Contributions financières : mieux assurer la place de la France dans le multilatéralisme.

<https://www.senat.fr/rap/r21-392/r21-3923.html>

⁹² Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir:

https://donorsdeliveringreport/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf

⁹³ The global Fund data. (n. d.). *Pledges & contributions*.

<https://data.theglobalfund.org/viz/pledges-contributions/time-cycle?donors=1cc31f0a-ccd0-436d-a182-e5524f12a69b>

Les forces

En se positionnant en tant que l'un des leaders de cette politique, la France entend garder un rôle important dans les instances de négociations internationales dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes. En ayant été notamment organisatrice du Forum Génération Égalité aux côtés du Mexique, la France a renforcé ce rôle de précurseur dans la déclinaison d'une politique étrangère féministe. En lançant cette stratégie en 2018 et en axant sur des sujets de développement, la diplomatie féministe de la France s'est différenciée de celle de ses homologues, comme la Suède plus axés sur le social ou l'Allemagne qui contribue financièrement plus massivement aux dotations pour les agences des Nations unies, par exemple. Cette différence se traduit par un fort appui aux organisations de la société civile faisant de la France le premier financeur dans ce domaine. Cette place conforte le pays dans un rôle de précurseur capable d'influencer d'autres États à embrayer le pas du développement d'une politique étrangère féministe et notamment aussi grâce à son influence diplomatique dans les instances internationales.

Le pays a développé sa stratégie en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans de nombreux secteurs de développement : l'éducation, l'entrepreneuriat, les DSSR, la lutte contre les violences basées sur le genre, le climat. Cette démarche fait de la France, un exemple dans cette démarche.

La France continue chaque année à augmenter ses budgets alloués à l'égalité entre les femmes et les hommes, permettant d'être encore plus performante dans sa politique d'aide au développement. Chaque année depuis le lancement de sa stratégie en 2018, le pays augmente les fonds alloués au soutien aux organisations féministes, aux dotations aux agences des Nations unies et étend cette politique à plusieurs secteurs clés de l'APD.

Les limites

Le concept de diplomatie féministe de la France doit encore être officiellement défini. Cette absence de définition officielle rend moins légitime cette stratégie du pays envers les droits des femmes. De plus, la France n'a pas mis en place de cadre logique avec des indicateurs précis rendant l'évaluation de cette politique moins précise et impactante.

Le portage politique de cette diplomatie féministe reste pour le moment encore trop faible. Le pays doit défendre la politique étrangère féministe dans toutes les instances internationales et notamment au sein de l'Union européenne où le « backlash » est de plus en plus inquiétant. Les droits des

femmes et des personnes LGBTI+ régressent dans de nombreux pays, y compris en Europe. La France doit donc affirmer plus fermement ses positions dans les instances multilatérales⁹⁴. De plus, un meilleur portage politique renforcerait la visibilité et l'influence du pays sur la scène internationale et lui permettrait d'avoir une position de pays leader dans la lutte pour l'égalité des genres.

L'absence d'un budget dédié et sensible au genre rend la lecture des fonds alloués à cette politique moins transparente. Il est actuellement compliqué de distinguer les fonds de l'APD dédiés uniquement à l'égalité femmes-hommes.

La France doit développer l'approche transversale de sa diplomatie féministe en intégrant des secteurs pour le moment absent de sa stratégie comme l'environnement, le commerce, le numérique, les migrations et le désarmement. L'approche intersectionnelle permettrait en outre plus d'efficacité et rend plus légitime le pays dans les instances multilatérales⁹⁵.

La France doit également faire des efforts dans l'approche intégrée de sa politique en responsabilisant tous les ministères sectoriels à s'intégrer dans cette démarche pour une efficacité optimale de la diplomatie féministe française. Des efforts sont encore à faire au niveau interne également en continuant à développer l'égalité professionnelle au sein du MEAE, mais également en promouvant cette culture de l'égalité dans les autres instances ministérielles.

Les liens avec le secteur privé et le secteur de la recherche sont encore trop faibles. Cette diplomatie féministe doit toucher tous les secteurs des politiques publiques françaises et notamment ces deux secteurs non intégrés pour le moment dans la stratégie française.

Enfin, la France dispose d'une stratégie en matière de lutte pour les droits des personnes LGBTI+⁹⁶. Un ambassadeur est dédié à ces questions pour mettre en place cette priorité qui passe par le plaidoyer pour abroger toutes les dispositions dans le monde qui pénalisent et criminalisent l'homosexualité et la transidentité. En revanche, cette stratégie n'est pas en lien avec la diplomatie féministe de la France. La stratégie de l'ambassadeur sur les droits des personnes LGBTI+ se concentre essentiellement sur la décriminalisation de l'homosexualité, qui touche les hommes gays

⁹⁴ Equipop. (13 février 2023). Droits des femmes : combattre le « backlash ». <https://equipop.org/droits-des-femmes-combattre-le-backlash-recommandations-pour-la-politique-etrangere-de-la-france/>

⁹⁵ Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly (2023), *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*, Institut du Genre en Géopolitique, <https://igg-geo.org/?p=11383>.

⁹⁶ France diplomatie. (n. d.). *L'action de la France en faveur des droits des personnes LGBT+*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/l-action-de-la-france-en-faveur-des-droits-des-personnes-lgbt/>

uniquement. Les deux stratégies seraient plus impactantes en étant plus complémentaires. À l'heure où les droits des femmes et des personnes LGBTI+ reculent de manière inquiétante dans le monde, il est d'autant plus important d'agir en complémentarité sur ces deux sujets. Le manque de lien entre la diplomatie féministe de la France et la stratégie du pays pour les droits des personnes LGBTI+ rend l'action de l'État moins impactante. Les organisations de la société civile ont par ailleurs fait part de leurs recommandations pour la politique étrangère féministe de la France, notamment sur le combat contre le « backlash » qui concerne toutes les catégories de femmes y compris la communauté LGBTI+.

Ces recommandations portent principalement sur la nécessité d'augmenter les financements aux organisations de la société civile afin de lutter contre ce recul des droits, de porter une attention particulière à la défense et la protection des activistes et organisations féministes et de soutenir au plus niveau la lutte pour les droits des femmes et la communauté LGBTI+, comme un sujet de diplomatie primordial⁹⁷. Enfin, dans notre rapport « La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable », nous recommandons à la France « d'infléchir une mouvance en faveur de la création d'un consortium de pays et d'organisations engagés à défendre les droits des femmes et des personnes LGBTI+, à garantir leur autonomie et à lutter contre toute forme de violences à leur encontre⁹⁸ ».

Recommandations

1. **Donner une définition claire et officielle de la diplomatie féministe afin de légitimer la position de la France dans ce domaine.** Cette définition permettra au pays de mieux diffuser cette politique publique dans tous les secteurs d'intervention de la France. Les organisations de la société civile proposent en ce sens des solutions et recommandations concrètes concernant la politique étrangère féministe de la France. Le pays doit continuer de se nourrir de ces analyses et recherches pour enrichir ses actions en la matière. Il est notamment recommandé à la France de définir cette diplomatie féministe sur la base d'une « approche postcoloniale, évolutive, holistique et intersectionnelle » en incluant également les objectifs de développement durable dans les orientations de cette politique⁹⁹.

⁹⁷ Equipop. (13 février 2023). Droits des femmes : combattre le « backlash ».

<https://equipop.org/droits-des-femmes-combattre-le-backlash-recommandations-pour-la-politique-etrangere-de-la-france/>

⁹⁸ Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, Institut du Genre en Géopolitique. (23 février 2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

⁹⁹ Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, Institut du Genre en Géopolitique. (23 février 2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

2. **Mettre en place une feuille de route genre interministérielle.** Pour développer l'intersectionnalité de sa diplomatie féministe et la rendre plus impactante dans tous les secteurs de la politique étrangère, la France doit diffuser sa stratégie dans tous les ministères sectoriels.
3. **Promouvoir la stratégie de la diplomatie féministe de la France au niveau déconcentré et décentralisé du pays.** À ce jour, seuls les Ministères de l'État central sont dotés de référent·es genre pour appliquer la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Les institutions déconcentrées, c'est-à-dire, les préfetures et directions régionales et départementales des ministères présents en province, ainsi que toutes les collectivités territoriales décentralisées (conseils régionaux, départementaux, établissements publics de coopération intercommunale, mairies), doivent également appliquer cette politique. L'État central devrait impulser la diffusion de cette stratégie à tous les échelons de la décentralisation et dans les services déconcentrés de l'État afin que les objectifs de cette diplomatie soient plus impactant dans l'ensemble des secteurs des politiques publiques.
4. **Mettre en place un budget dédié à la stratégie de diplomatie féministe qui soit pluriannuel, lisible et en lien avec les objectifs et résultats attendus dans la stratégie.** Un budget sensible au genre permettra une meilleure lecture des actions de la France dans le cadre de sa politique étrangère féministe qu'il sera plus simple de valoriser sur la scène internationale.
5. **Accroître le budget de la France dédié à la diplomatie féministe et notamment les contributions aux agences des Nations unies.** La France n'est actuellement pas parmi les meilleurs contributeurs des agences des Nations Unies, car sa stratégie a été de développer plutôt son APD bilatérale par le biais du FSOF, par exemple. Or, pour être parmi les pays les plus performants dans le développement d'une politique étrangère féministe, le pays va devoir augmenter ses fonds alloués à l'APD multilatérale.
6. **Mettre en place des formations et sensibilisations à 100% des agent·es du MEAE afin que chacun intègre les principes de la diplomatie féministe.** Afin de poursuivre son ambition d'être un Ministère précurseur et modèle à la diffusion de cette politique, le MEAE doit d'abord poursuivre ses efforts d'exemplarité en formant tous ses agent·es aux principes de la diplomatie féministe.

7. **Être plus ambitieux sur l'égalité professionnelle en intégrant une représentation paritaire à tous les niveaux de poste au sein du MEAE.** Cette mesure entend également donner les moyens aux femmes d'atteindre ces niveaux de poste en développant la formation de façon paritaire, en accordant le même traitement aux femmes et hommes lors des concours, de donner des conditions de travail identiques aux femmes et aux hommes (salaires, primes...).
8. **Développer le portage politique autour de la diplomatie féministe afin que cette stratégie soit plus connue de tous.** Son portage politique a un double enjeu interne et externe. Un meilleur portage politique de la diplomatie féministe de la France et de ses réalisations dans le domaine de l'égalité femmes-hommes permettrait une légitimité accrue du pays dans les instances internationales et la diffusion de cette politique à d'autres pays, ainsi qu'au sein même des instances françaises.

Le cadre institutionnel de la France en matière de genre :

La diplomatie féministe de la France est pilotée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Les actions de la stratégie de la France en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sont coordonnées à différents niveaux par :

- une Ministre déléguée auprès du Premier Ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances,
- une Ambassadrice thématique, secrétaire générale du Forum Génération Égalité,
- une Haute Fonctionnaire à l'égalité des droits,
- la sous-direction du développement humain au sein du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères avec un poste de rédacteur genre et développement.

À ce pilotage global s'ajoute le réseau des référents genre au sein de toutes les directions du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et des postes diplomatiques ainsi qu'au sein des opérateurs français de développement (une trentaine de structures publiques sous tutelle ou cotutelle du MEAE dont par exemple, l'Agence française de développement, France Volontaires, Expertise France, l'Institut de Recherche pour le Développement etc.). Depuis 2020, et dans le cadre de la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes de la France, tous les ministères du pays sont dotés de référent-es égalité.

Collectifs féministes :

Le collectif Générations Féministes réunit plus de cinquante d'associations françaises. Ce réseau d'organisations de la société civile a été très actif lors de l'organisation du Forum Génération Égalité en France en 2021. Ce collectif a notamment mené de nombreuses actions de plaidoyer en marge du Forum et a produit plusieurs documents techniques et notamment une note de position sur les DSSR. Ces rapports ont permis de nourrir l'élaboration de la stratégie internationale de la

France pour l'égalité entre les femmes et les hommes qui a été écrite en coopération entre l'État et les organisations de la société civile.

D'autres organisations de la société civile sont régulièrement consultées pour l'élaboration des documents stratégiques du MEAE. Coordination Sud a notamment mis en place une commission genre et développement composée d'une vingtaine de membres avec pour mission de proposer des actions de plaidoyer pour intégrer le genre dans les politiques de développement de la France.

Certaines organisations de la société civile telles que Equipop et l'Institut du Genre en Géopolitique publient des rapports d'analyse et apportent des recommandations pour améliorer les stratégies d'égalité entre les femmes et les hommes.

Points à retenir :

1. La France a annoncé en 2019 le lancement de sa diplomatie féministe avec une stratégie démarrée dès 2018 (2018-2022). En 2024, la nouvelle stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes devrait être publiée.
2. La France a élaboré une nouvelle stratégie en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs pour 2023-2025. Il s'agit d'un des axes prioritaires de la politique étrangère féministe de la France, qui est d'ailleurs championne de la coalition « liberté à disposer de son corps et DSSR » du Forum Génération Égalité.
3. La France a augmenté le budget dédié au fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) en passant à 250 millions d'euros sur 5 ans (2023-2027) et ses fonds alloués aux organisations des Nations Unies de 2019 à 2022 (voir tableau des contributions financières).
4. En 2023, dans le cadre de sa politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est labellisé AFNOR « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité ».
5. La France a adopté une démarche transversale dans sa diplomatie féministe en intégrant la lutte pour les droits des femmes dans plusieurs secteurs tels que le climat, les DSSR, l'éducation, la lutte contre les violences basées sur le genre ou encore l'éducation.
6. Des efforts restent à faire sur l'approche interministérielle de la diplomatie féministe de la France pour que celle-ci soit déployée dans toutes les politiques publiques du pays.
7. La France s'est dotée d'une stratégie internationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes et d'une action forte en faveur des droits des personnes LGBT+ mais ces deux démarches de la diplomatie française ne sont pas complémentaires, rendant moins impactantes ses actions.

Italie

Adoption et contexte

L'Italie s'est dotée d'une stratégie nationale 2021-2026 pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Le pays n'a néanmoins pas déclaré officiellement vouloir développer une politique étrangère féministe. Cette stratégie nationale s'inspire de la « Gender Equality Strategy » de l'Union européenne pour la période 2020-2025. Ce document stratégique met en avant 5 priorités : le travail, les revenus, les compétences, le temps et le pouvoir¹⁰⁰. Cette initiative a été amorcée pendant la période de COVID-19, période où les femmes italiennes ont été notamment trois fois plus nombreuses à perdre leurs emplois que les hommes (environ 312 000 femmes contre 132 000 hommes)¹⁰¹.

L'Italie est une république parlementaire gouvernée par le chef d'État Sergio Mattarella et la cheffe de gouvernement Giorgia Meloni. Cette dernière est au pouvoir depuis septembre 2022 grâce à la victoire de son parti d'extrême droite, Fratelli d'Italia. Elle a formé un gouvernement avec les deux autres partis d'extrême droite du pays, la Ligue et Forza Italia¹⁰². Giorgia Meloni a été critiquée pour ses opinions conservatrices et sa vision patriarcale de la société italienne, elle a par exemple souhaité qu'on l'appelle « Le Premier ministre »¹⁰³ et s'oppose à l'avortement. Néanmoins, elle est la première femme élue à ce poste dans l'histoire du pays. Certaines organisations féministes ont même souligné le fait que son élection a permis de briser certains tabous dans le pays. Le principal parti d'opposition de Giorgia Meloni, le Parti démocrate, a lui aussi désigné une femme comme dirigeante du parti, l'opposante Elly Schlein¹⁰⁴.

Le gouvernement de Giorgia Meloni composé de son parti politique Fratelli D'Italia, de la Ligue de Matteo Salvini et de Forza Italia créé par Silvio Berlusconi est une coalition avec un héritage néofasciste issu de la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement italien, bien que dirigé par une

¹⁰⁰ Dipartimento per le pari opportunità. (n. d.) Strategia nazionale per la parità di genere 2021-2026. <https://www.pariopportunita.gov.it/it/politiche-e-attivita/parita-di-genere-ed-empowerment-femminile/strategia-nazionale-per-la-parita-di-genere-2021-2026/>

¹⁰¹ Dumont Baron, Y. (4 juin 2021). *En Italie, des milliards pour réduire les inégalités hommes-femmes*. Radio - Canada.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1798114/italie-milliards-inegalites-hommes-femmes-famille-tradition>

¹⁰² Toute l'Europe. (mis à jour le 13 janvier 2023). *Italie*. <https://www.touteleurope.eu/pays/italie/>

¹⁰³ HuffPost. (21 novembre 2023). *Féminicide en Italie : Meloni répond aux critiques qui l'accusent d'incarner la « culture patriarcale »*.

https://www.huffingtonpost.fr/international/article/feminicide-en-italie-meloni-repond-aux-critiques-qui-l'accusent-d-incarner-la-culture-patriarcale_226061.html

¹⁰⁴ Roberts, H. (6 août 2023). *Is Italy's Meloni failing to deliver for women ?*. Politico.

<https://www.politico.eu/article/italy-giorgia-meloni-women-rights-feminism-motherhood-abortion-rights/>

femme, est composé de 19 hommes pour seulement 5 femmes¹⁰⁵. À l'Assemblée, 129 femmes siègent sur un total de 400 députés¹⁰⁶. Matteo Salvini, vice-président du Conseil des ministres est l'une des figure forte de cette tendance masculiniste, conservatrice, homophobe et xénophobe du gouvernement italien. Déjà ministre de l'Intérieur en 2019, il tenait des propos ouvertement sexistes et misogynes en reléguant les femmes à leur seule fonction reproductrice et de femme au foyer¹⁰⁷.

À son arrivée au pouvoir, la cheffe de gouvernement a axé sa politique sur les intérêts nationaux du pays en déployant notamment une politique nataliste et anti-LGBTI+. Elle justifie son programme politique, aux accents populistes, par cette nécessité de relance du pays, mais inquiète ses voisins européens, qui craignent pour l'avenir des droits humains dans le pays et notamment les droits des personnes LGBTI+, des minorités et des femmes¹⁰⁸. En mettant en avant le fait qu'elle est avant tout une mère de famille, Giorgia Meloni rompt avec la déconstruction des stéréotypes liés aux femmes. Enfin, elle soutient l'idée que mettre en place une idéologie du genre viendrait à l'encontre du schéma de la famille traditionnelle et de la maternité¹⁰⁹.

Les axes et spécificités

Dans sa stratégie nationale 2021-2026 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, l'Italie met en avant les progrès réalisés par le pays ces dernières années notamment sur la représentation des femmes dans des postes de décisions avec notamment la loi Golfo-Mosca qui a permis l'instauration de quotas de genre dans les conseils d'administration des sociétés cotées en bourse¹¹⁰.

Dans son plan stratégique national pour l'égalité des genres, l'Italie met l'accent sur 5 axes prioritaires à réformer¹¹¹.

¹⁰⁵ France diplomatie. (n. d.). *Composition du gouvernement de la République italienne*.

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/italie/presentation-de-l-italie/article/composition-du-gouvernement>

¹⁰⁶ Parlamento Italiano. (n. d.). *Camera dei deputati - deputati*. <https://www.camera.it/leg19/313>

¹⁰⁷ Padovani, M. (7 mars 2019). *Pour la journée des droits des femmes, Matteo Salvini affiche...sa misogynie*. l'Obs. <https://www.nouvelobs.com/societe/droits-des-femmes/20190307.OBS1360/pour-la-journee-des-droits-des-femmes-matteo-salvini-affiche-sa-misogynie.html>

¹⁰⁸ Ricci, J. (14 octobre 2022). *Italie : une percée populiste au détriment des droits des femmes et de la communauté LGBTQIA+*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=9005>

¹⁰⁹ Scalabrelli, L. (04 juillet 2023). *Are women more democratic in the exercise of power ? A comparison between Italy and Tunisia*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=13659&lang=en>

¹¹⁰ Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*. https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parity_genere_en.pdf

¹¹¹ Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*. https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parity_genere_en.pdf

- Emploi

L'Italie se place au dernier rang européen en termes de participation des femmes au marché du travail¹¹². Les mères de famille sont particulièrement confrontées à ce manque d'accès à l'emploi dans le pays. Le taux d'emplois des femmes italiennes est de 20% de moins que celui des hommes. Ces chiffres ont augmenté pendant la période du COVID-19 étant de 49% de femmes ayant un travail en 2020 contre 67,2% pour les hommes¹¹³. De plus, les secteurs d'activités professionnels demeurent genrés en Italie, les femmes sont plus représentées que les hommes dans les secteurs de l'éducation, de la santé ou encore du travail social. L'Italie entend augmenter le nombre d'emplois pour les femmes tout en leur donnant les chances d'accéder à l'ensemble des secteurs du travail de façon non genrée.

- Revenus

L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes reste élevé et notamment dans le secteur privé. Le pays souhaite réduire ces écarts en garantissant une rémunération plus équitable entre les femmes et les hommes. Selon l'observatoire des salariés du secteur privé de l'Institut italien de prévoyance sociale (INPS), en 2022, la différence de salaire annuel entre les femmes et les hommes était de près de 8000 euros alors qu'en 2021 l'écart était de 6 740 euros¹¹⁴. Néanmoins, en 2019, dans le secteur public, la rémunération annuelle des femmes est de 4,2% supérieur à celui des hommes, soit 33 683 euros contre 32 275 euros¹¹⁵.

- Compétences

Dans l'éducation supérieure, les femmes italiennes sont plus instruites que les hommes, mais l'accès aux diplômes est encore genré. Les femmes sont plus représentées dans les filières de psychologie ou de droit, par exemple. Cette situation renforce l'écart entre les femmes et les hommes dans l'accès aux emplois et la rémunération. Le pays souhaite déconstruire les stéréotypes liés aux secteurs d'éducation pour garantir l'égalité des chances aux femmes. Des progrès sont tout de même constatés au fil des années. En 2021, pour 100 hommes, 136 femmes ont été diplômées de l'enseignement supérieur¹¹⁶. Les écarts sont plutôt dans les filières de formation. En 2018, l'écart

¹¹² Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*. https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parita-genere_en.pdf

¹¹³ Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*. https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parita-genere_en.pdf

¹¹⁴ Pascale, F. (09 novembre 2023). *En Italie, l'écart salarial hommes-femmes continue de se creuser*. Euractiv. <https://www.euractiv.fr/section/politique/news/en-italie-lecart-salarial-hommes-femmes-continue-de-se-creuser/>

¹¹⁵ Portase, T. (16 juillet 2020). *L'Italie et l'accès limité des femmes au monde du travail*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=1519>

¹¹⁶ Eurostat data browser. (n.d.). *Graduates in tertiary education by education level - women per 100 men*. https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/educ_uoe_grad09/default/bar?lang=en

entre les femmes et les hommes dans la filière arts et humanité est de 19,2% de diplômés femmes pour 10,9% d'hommes. À l'inverse, la même année, 26,5% d'hommes ont été diplômés en ingénierie dans la manufacture et construction pour 9,5% de femmes¹¹⁷.

- Temps

Les croyances selon lesquelles les femmes doivent s'occuper du foyer sont ancrées dans le pays. De ce fait, les femmes passent beaucoup plus de temps aux activités ménagères qu'aux activités sociales ou professionnelles. À titre d'exemple en 2021, le taux de femmes en emploi à temps partiel est de 33% contre 9,2% pour les hommes¹¹⁸.

- Pouvoir

Si dans le secteur privé, le taux de représentation des femmes s'est largement amélioré avec la loi Golfo-Mosca de 2011, dans le secteur public, leur taux de représentation reste encore bas. Les femmes sont peu représentées dans les organes supérieurs de l'administration publique et dans les postes politiques. Le gouvernement de Giorgia Meloni en est l'illustration parfaite puisque seules 6 femmes sur 24 ministres composent son gouvernement¹¹⁹. L'Italie s'est donné pour objectif d'atteindre au moins 40% de femmes élues au niveau national et dans les conseils régionaux (environ 21% actuellement), dans sa stratégie nationale 2021-2026¹²⁰.

Pour atteindre de meilleurs résultats dans ces secteurs, l'Italie a établi dans sa stratégie nationale de prendre les mesures suivantes¹²¹ :

- Mettre en place un budget de l'État plus sensible au genre ;
- Évaluer les conséquences sur le genre des politiques publiques ;
- Prendre en compte la masculinité positive dans tous les secteurs des politiques publiques ;
- Avoir une approche plus inclusive en prenant en compte les minorités telles que les personnes handicapées, les personnes victimes de violences et en grandes difficultés économiques.

¹¹⁷ ResearchGate. (novembre 2020). *Italy : Gender segregation and higher education*.

https://www.researchgate.net/publication/346846309_Italy_Gender_Segregation_and_Higher_Education

¹¹⁸ Eurostat data browser. (2021). *Percentage of part-time employment of adults by sex, age groups, number of children and age of youngest child*.

[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfst_hhptechi\\$dv_1344/default/table?lang=en](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfst_hhptechi$dv_1344/default/table?lang=en)

¹¹⁹ 20 minutes. (25 octobre 2022). *Italie : Giorgia Meloni, une pionnière loin d'être une féministe*.

<https://www.20minutes.fr/monde/4007091-20221025-italie-giorgia-meloni-pionniere-loin-etre-feministe>

¹²⁰ Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*.

https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parita_genere_en.pdf

¹²¹ Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*.

https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parita_genere_en.pdf

Avec ce plan stratégique, l'Italie souhaite remonter son indice d'égalité des genres de l'Institut européen de cinq points d'ici 2026. Actuellement le pays est à la 14ème place avec un score de 63,5 sur 100, soit 4,4 points de moins que la moyenne de l'Union européenne¹²².

Giorgia Meloni ne s'est pas publiquement prononcée sur ce plan stratégique national. Néanmoins, ayant toujours défendu des valeurs traditionalistes de la famille et du rôle des femmes, la dirigeante italienne a mis en avant la nécessité que les femmes soient intégrées dans le monde du travail tout en devant conserver leur rôle dans la sphère familiale. D'ailleurs l'égalité salariale, qui est un axe central de la stratégie du pays, n'est pas défendue par Giorgia Meloni et son gouvernement. Avec cette ambivalence d'idée, Giorgia Meloni se positionne comme n'étant pas totalement opposée aux droits des femmes italiennes, mais reste tout de même dans une posture et une politique conservatrice et patriarcale¹²³.

L'Italie a tout de même progressé dans la lutte contre les violences basées sur le genre. Deux lois en 2019 et 2021 ont renforcé le cadre juridique du pays dans ce domaine. La loi de 2019 prévoit l'augmentation des peines de prison pour les auteurs des violences et celle de 2021 permet aux forces de l'ordre de pouvoir prendre des mesures contre des suspects sans que les victimes n'aient forcément porté plainte¹²⁴. De plus, le parti d'extrême droite de Giorgia Meloni a voté en faveur de la ratification de la Convention d'Istanbul portant sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique au Parlement italien en 2013, contrairement à plusieurs autres partis de la droite radicale en Europe¹²⁵.

Le pays aborde la question de l'égalité des genres dans le monde notamment à travers son Agence italienne pour la coopération et le développement (AICS). L'Agence a pour objectifs de soutenir la lutte contre les violences faites aux femmes, de lutter contre les mutilations génitales féminines et les mariages précoces, de soutenir l'appui psychosocial aux victimes, l'éducation des femmes, les DSSR, l'autonomisation économique des femmes et le soutien aux femmes dans les pays en guerre. L'Agence a notamment soutenu les femmes en Ukraine, un projet d'autonomisation économique des femmes en Colombie, la résilience des femmes syriennes et réfugiées jordaniennes au Moyen-Orient

¹²² Italia domani. (30 avril 2021). National Recovery and Resilience Plan. <https://www.italiadomani.gov.it/en/strumenti/documenti/archivio-documenti/national-recovery-and-resilience-plan.html>

¹²³ Giorgi, E., Cavalieri, A., & Feo, F. (2023). *Opposition Leader to Prime Minister: Giorgia Meloni and Women's Issues in the Italian Radical Right*. Politics and Governance, 11(1), 108-118. <https://doi.org/10.17645/pag.v11i1.6042>

¹²⁴ Barsky, C. (12 juillet 2023). *Lutte contre les violences basées sur le genre : un constat alarmant dans une Union qui se veut protectrice des droits de tous.les*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=14041>

¹²⁵ Giorgi, E., Cavalieri, A., & Feo, F. (2023). *Opposition Leader to Prime Minister: Giorgia Meloni and Women's Issues in the Italian Radical Right*. Politics and Governance, 11(1), 108-118. <https://doi.org/10.17645/pag.v11i1.6042>

et de nombreuses initiatives en Afrique¹²⁶. L'un des objectifs fondamentaux de la coopération italienne pour le développement est l'égalité entre les femmes et les hommes. L'action de l'Agence est définie au niveau stratégique dans le document « Lignes directrices sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles (2020-2024)¹²⁷ ».

L'Association italienne des femmes pour le développement (AIDOS) est reconnue, depuis 1992, par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale comme structure pouvant recevoir et gérer des fonds publics pour la mise en œuvre de programmes de développement international. L'ONG travaille avec des organisations et institutions locales de plusieurs pays du Sud sur les domaines des droits des femmes comme processus de développement, des droits et la santé sexuels et reproductifs, de l'autonomisation économique des femmes et de l'éducation des filles. L'AIDOS prend également en compte et travaille avec les organisations de la société civile sur les droits des personnes LGBTI+. Enfin, cette ONG est partenaire de mise en œuvre du Fonds des Nations unies pour la population et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés en Italie¹²⁸.

L'Italie a adopté un plan d'action national pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité en 2020 pour la période 2020-2024. Ce plan suit les précédents adoptés en 2010, 2014 et 2016 qui avaient pour objectifs d'augmenter le nombre de femmes dans l'armée, de promouvoir une approche genre dans les opérations de maintien de la paix, de protéger les droits des femmes, des enfants et des groupes vulnérables dans les zones de conflits et post-conflits et renforcer le rôle des femmes dans les processus de paix ainsi que la participation de la société civile¹²⁹.

En 2017, lors de son mandat de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, l'Italie a lancé le Réseau méditerranéen des femmes médiatrices afin de promouvoir le rôle des femmes dans la résolution des conflits et les processus de médiation dans la région. Ce réseau participe aux efforts de rétablissement de la paix dans cette zone géographique. Cette initiative est soutenue par le Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale¹³⁰.

¹²⁶ Agenzia italiana per la cooperazione allo sviluppo. (3 mars 2023). *8 marzo 2023 : Aics accanto alle donne con i suoi progetti in tutto il mondo*. <https://www.aics.gov.it/news/8-marzo-2023-aics-accanto-alle-donne-con-i-suoi-progetti-in-tutto-il-mondo/>

¹²⁷ Agenzia italiana per la cooperazione allo sviluppo. (3 mars 2023). *8 marzo 2023 : Aics accanto alle donne con i suoi progetti in tutto il mondo*. <https://www.aics.gov.it/news/8-marzo-2023-aics-accanto-alle-donne-con-i-suoi-progetti-in-tutto-il-mondo/>

¹²⁸ Associazione italiana donne per lo sviluppo. <https://aidos.it/en/>

¹²⁹ 1325 naps. (n.d.). *Italy*. <https://1325naps.peacewomen.org/index.php/italy/>

¹³⁰ Mediterranean Women Mediators Network. <https://womenmediators.net/>

Sous le gouvernement de Matteo Renzi, Premier Ministre avant l'arrivée de Giorgia Meloni, l'Italie avait accru son engagement pour faire progresser les droits des femmes en appliquant le programme d'action de Pékin. Le pays avait mis l'accent sur l'adoption de mesures visant à éradiquer les pratiques traditionnelles néfastes comme les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants précoces et forcés. En 2015, Matteo Renzi avait débloqué en tout 50 millions d'euros à ONU Femmes en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes¹³¹.

Lors de la COP 28, l'Italie a annoncé une nouvelle contribution de 5 millions d'euros au Fonds pour l'énergie durable en Afrique¹³². Ce fonds multidonateur piloté par la Banque africaine de développement (BAD) contribue à soutenir des investissements du secteur privé pour le déploiement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. L'Italie est l'un des premiers États contributeurs depuis 2011. Ce fonds soutient des demandes de financement qui doivent, entre autres critères, répondre à l'égalité entre les femmes et les hommes¹³³.

L'autonomisation économique des femmes est l'une des priorités de l'Italie. Cette priorité a notamment été intégrée dans les différents objectifs du G20 organisé à Rome en 2021 à la suite du Women's Forum. La tenue de ces deux sommets a permis aux différentes parties prenantes du Women's Forum de donner des recommandations aux États participants au G20 sur l'égalité entre les femmes et les hommes. L'accent a été mis sur l'inclusion des femmes dans l'économie en réunissant tout un panel d'entreprises s'engageant à améliorer les conditions des femmes dans une situation post-COVID¹³⁴.

¹³¹ Unwomen. (2015). *Italy pledges new resources of up to 50 millions euros will advance gender equality and women's rights*. <https://www.unwomen.org/en/get-involved/step-it-up/commitments/italy>

¹³² Groupe de la Banque africaine de développement. (05 décembre 2023). *COP28 : l'Italie annonce une contribution de cinq millions d'euros au Fonds pour l'énergie durable en Afrique*. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/cop28-litalie-annonce-une-contribution-de-cinq-millions-deuros-au-fonds-pour-lenergie-durable-en-afrique-66620>

¹³³ Groupe de la Banque africaine de développement. (n.d.). *Fonds des énergies durables pour l'Afrique*. <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/sustainable-energy-fund-for-africa>

¹³⁴ La Tribune partenaire. (25 octobre 2021). *A Milan, le Women's Forum réussit à fédérer les entreprises autour de la cause des femmes*. <https://www.latribune.fr/supplement/la-tribune-now/a-milan-le-women-s-forum-reussit-a-federer-les-entreprises-autour-de-la-cause-des-femmes-894743.html>

Tableau des divers axes de financements en faveur de l'égalité des genres dans le monde

	2019	2020	2021	2022
Montant PIB total (milliards US\$)¹³⁵	2 010	1 900	2 160	2 050
Montant APD (millions US\$)¹³⁶	4 761	4 432	6 085	7 240
Part de l'APD consacrée à l'égalité des genres (%)¹³⁷	8,88%	9,88%	7,98%	Donnée non disponible
APD objectif principal d'égalité de genre (millions US\$)¹³⁸	69	35	59	66
APD objectif secondaire pour l'égalité de genre (millions US\$)¹³⁹	354	402	425	340
APD pour le genre liée à l'Agenda FPS (millions US\$)¹⁴⁰	8,42	11,79	9,94	14,70
APD pour le genre liée au climat (millions US\$)¹⁴¹	46,83	22,26	35,98	32,88
APD pour le genre liée à l'économie et le commerce (millions US\$)¹⁴²	9,26	5,31	25,18	21,64

¹³⁵ La Banque mondiale. (n. d.). *PIB (\$ US courants) - Italy*. [Italie | Data \(banquemondiale.org\)](https://data.banquemondiale.org/indicateurs/SDY.GD.ZS)

¹³⁶ OCDE. (n.d.). *APD nette*. OCDE données. <https://data.oecd.org/fr/oda/apd-nette.htm#indicator-chart>

¹³⁷ OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1> et Donor Tracker. *Italy ODA and Gender*. Consulté sur https://donortracker.org/donor_profiles/italy/gender

¹³⁸ Indicateur égalité de genre - objectif principal. OCDE. *Stat Creditor Reporting System - Italie*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

¹³⁹ Indicateur égalité de genre - objectif secondaire. OCDE. *Stat Creditor Reporting System - Italie*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

¹⁴⁰ Indicateur conflits, paix et sécurité. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

¹⁴¹ Indicateur égalité de genre - climat. OCDE. *Stat Creditor Reporting System - Italie*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

¹⁴² Addition des secteurs de services financiers, soutien aux entreprises et politique commerciale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

APD pour le genre liée à la gouvernance et société civile (millions US\$)¹⁴³	5,86	6,33	2,51	3,65
Contribution FNUAP (millions US\$)¹⁴⁴	11,5	5,5	14,7	22,2
Contribution PNUD (millions US\$)	80¹⁴⁵	75¹⁴⁶	21¹⁴⁷	22¹⁴⁸
Contribution ONU Femmes (millions US\$)¹⁴⁹	8,7	6,5	7,8	4,2
Contribution UNICEF (millions US\$)	44¹⁵⁰	44¹⁵¹	52¹⁵²	49¹⁵³
Contribution UNESCO (millions US\$)	Donnée non disponible	Donnée non disponible	Donnée non disponible	22¹⁵⁴
Fonds dédiés au DSSR (millions US\$)¹⁵⁵	61,5	52,6	Donnée non disponible	Donnée non disponible

¹⁴³ Indicateur Participation démocratique et société civile. Pour les données voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>.

¹⁴⁴ Fonds des Nations Unies pour la population. (2022). *Italie*. <https://www.unfpa.org/fr/donor/italie>

¹⁴⁵ United Nations Development Programme. (2019). *Funding compendium*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Funding%20Compendium%202019.pdf>

¹⁴⁶ United Nations Development Programme. (2020). *Funding compendium*. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-06/UNDP%20Funding%20Compendium%202020%20.pdf>

¹⁴⁷ United Nations Development Programme. (2021). *Funding compendium*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/Compendium_2021_Aug%2029.pdf

¹⁴⁸ United Nations Development Programme. (2022). *Funding compendium*. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/undp_funding_compendium_2022_vs_1_as_of_24_aug_2023.pdf

¹⁴⁹ Un Women. (n. d.). *Transparency Portal BETA - Italy*. <https://open.unwomen.org/partners/italy>

¹⁵⁰ Unicef. *Core resources for results 2019*. <https://www.unicef.org/media/71446/file/Regular-resources-2019-report.pdf>

¹⁵¹ Unicef. *Core resources for results 2020*. <https://www.unicef.org/media/99911/file/Core%20Resources%20for%20Results%20-%202020%20Report.pdf>

¹⁵² Unicef. *Core resources for results 2021*. <https://www.unicef.org/media/122551/file/Core%20resources%20for%20results%202021.pdf>

¹⁵³ Unicef. *Core resources for results 2022*. <https://www.unicef.org/media/140701/file/Core%20Resources%20for%20Results.pdf>

¹⁵⁴ UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Italie*. Consulté sur [Contributor Italy | Core Data Portal \(unesco.org\)](https://data.unesco.org/contributors/italy/)

¹⁵⁵ Donor delivering for SRHR. *Tracking OECD Donor Funding for sexual and reproductive health and rights - report 2022*. https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf

Contribution triennale au Fonds Mondial contre le Sida, la tuberculose et la malaria (millions US\$)	133¹⁵⁶	153¹⁵⁷
---	--------------------------	--------------------------

Les forces

L'Italie contribue aux agences des Nations unies de façon plus ou moins constante depuis 2019 et apparaît souvent dans les dix premiers pays contributeurs. Les soutiens de projets dans les pays du Sud global se font par le biais de l'AICS qui mène des actions dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'environnement essentiellement.

En adoptant le plan de relance et de résilience post-COVID-19, l'Italie s'est engagée auprès de l'Union européenne à inscrire l'égalité des genres comme priorité stratégique dans ce plan. Cette priorité consiste notamment à lutter contre la précarité des femmes dans le travail et les violences basées sur le genre qui ont augmenté pendant la pandémie¹⁵⁸.

En 2021, l'Italie a contribué à des prises de décisions importantes en faveur de l'autonomisation des femmes dans le milieu économique en organisant le Women's Forum, en marge du G20, dans un contexte de relance post-COVID. Les avancées qui ont été faites lors de ce forum ont permis aux entreprises, parties prenantes, de prendre des engagements importants en faveur de l'autonomisation économique des femmes.

Lors de la COP 28, l'Italie a annoncé renforcé son appui financier au Fonds pour l'énergie durable en Afrique à hauteur de 5 millions d'euros. Le pays est l'un des 9 pays contributeurs de ce fonds destiné à promouvoir les investissements privés pour l'amélioration de l'électrification en Afrique. Dans les critères de ce fonds, l'égalité entre les femmes et les hommes est un axe transversal¹⁵⁹.

¹⁵⁶ The global fund. *Gouvernement and Public Donors - Italy*.

<https://www.theglobalfund.org/en/government/profiles/italy/>

¹⁵⁷ The global fund. (25 août 2019). *Le Fonds mondial salue la hausse de la contribution de l'Italie*.

<https://www.theglobalfund.org/fr/news/2019/2019-08-25-global-fund-welcomes-italy-increased-contribution/>

¹⁵⁸ Donà, A. (10 octobre 2022). *Gender equality in the Italian recovery and resilience plan : the depoliticizing effect of the technocratic Draghi government*. open access on : Taylor & Francis Online.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23248823.2022.2132904>

¹⁵⁹ Groupe de la Banque africaine de développement. (n.d.). *Fonds des énergies durables pour l'Afrique*.

<https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/sustainable-energy-fund-for-africa>

Les limites

La dirigeante italienne Giorgia Meloni, issue d'un parti d'extrême droite, a pour slogan « Dieu, famille, patrie ». Son arrivée au pouvoir et ses prises de position antiféministe sont en opposition avec la possibilité de mettre en place une politique étrangère féministe. En 2021, sous le gouvernement précédent, l'Italie avait pris plusieurs mesures visant à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde et notamment en organisant le Women's Forum et le G20 dans le pays. Actuellement, le sujet des droits des femmes est uniquement évoqué à un niveau national et de façon rétrograde avec des mesures patriarcales et conservatrices.

Meloni a assuré ne pas vouloir remettre en cause la loi italienne qui dépénalise l'avortement, adoptée en 1978. Néanmoins, elle a à plusieurs reprises déclaré vouloir relancer la natalité avec des discours proches de l'antiavortement. Sa ministre de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité a prononcé lors d'une interview « Oui, malheureusement, c'est un droit¹⁶⁰ » en évoquant l'avortement. En Italie, en 2023, 70% des gynécologues refusent de pratiquer les avortements, au nom d'une notion présente dans la loi « d'objection de la conscience »¹⁶¹. De plus, le gouvernement italien a proposé de mettre en place « un fonds pour supprimer les causes économiques et sociales qui peuvent pousser les femmes à ne pas terminer leur grossesse¹⁶² », le taux de fécondité italien étant le plus bas de l'Union européenne (1,27 enfant par femme).

L'Italie produit des efforts pour contribuer aux opérations de maintien de la paix et aux opérations militaires, mais malgré cette évolution positive, les violations des droits envers les migrant·es, les réfugié·es et les demandeur·ses d'asile se poursuivent. L'Italie par le biais de politiques et de discours anti-immigration a une position ambivalente sur la question du maintien de la paix dans sa région.

En juin 2023, la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic s'est rendue en Italie afin de promouvoir les droits des femmes et l'égalité de genre en Italie et notamment pour les minorités migrantes qui arrivent en Italie. Elle a notamment rencontré des organisations

¹⁶⁰ Jacomini, R. (3 juillet 2023). *En Italie, Giorgia Meloni rogne l'accès à l'IVG*. l'OBS.
<https://www.nouvelobs.com/monde/20230703.OBS75276/en-italie-giorgia-meloni-rogne-l-acces-a-l-ivg.html#:~:text=Giorgia%20Meloni%20a%20r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9%20%C3%A0,'acc%C3%A8s%20%C3%A0%20l'IVG>

¹⁶¹ Jacomini, R. (3 juillet 2023). *En Italie, Giorgia Meloni rogne l'accès à l'IVG*. l'OBS.
<https://www.nouvelobs.com/monde/20230703.OBS75276/en-italie-giorgia-meloni-rogne-l-acces-a-l-ivg.html#:~:text=Giorgia%20Meloni%20a%20r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9%20%C3%A0,'acc%C3%A8s%20%C3%A0%20l'IVG>

¹⁶² Daniel, L. Dereudre, C. Clavaud, A. Zeller, L.L. (janvier 2023). *Droits des femmes : combattre le "backlash" - recommandations pour la politique étrangère de la France*. Equipop et Fondation Jean Jaurès.
https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/02/rapport_backlash_Equipop_FondationJeanJaures.pdf

féministes de la société civile et a souligné l'importance pour le pays de prendre des mesures radicales contre les violences fondées sur le genre encore trop présentes en Italie. Elle a pris l'exemple de la pénurie de centres d'accueil pour les femmes victimes de violences fondées sur le genre¹⁶³.

En outre, dans la stratégie nationale 2021-2026 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, le pays n'intègre pas les minorités LGBTI+. Cette notion est totalement absente des documents stratégiques du pays. Le gouvernement Meloni est largement hostile aux droits des personnes LGBTI+ et a pris des mesures contre les personnes de cette communauté. En 2023, le gouvernement de Meloni a donné l'ordre aux mairies de ne plus accorder la reconnaissance des enfants aux parents non biologiques. Le mariage homosexuel n'est toujours pas reconnu dans le pays, seulement les unions civiles depuis 2016¹⁶⁴.

Le faible portage politique de l'Italie sur les questions de l'égalité entre les femmes et les hommes ne permet pas une prise de position forte sur le sujet. La stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes est portée au niveau du Ministère de la Famille, de la Natalité et de l'Égalité, n'ayant pas de portée internationale. En outre, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale ne met pas en avant l'égalité entre les femmes et les hommes comme un secteur à part entière, mais uniquement comme un sujet secondaire par rapport aux autres priorités de l'État.

Recommandations

1. Traiter l'égalité entre les femmes et les hommes comme un secteur à part entière.

Actuellement, ce secteur est indiqué comme étant transversal dans les actions du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, mais n'apparaît pas dans les thématiques globales sur lesquelles se concentre l'Italie. Le Ministère met en avant ses actions sur le désarmement, l'énergie et l'environnement, le contre-terrorisme, la lutte contre la corruption, l'Agenda 2030 et la cybersécurité, mais ne prend pas en compte l'égalité entre les femmes et les hommes de façon globale.

¹⁶³ Conseil de l'Europe portail. (26 juin 2023). *Italie : il est temps de changer radicalement de politique migratoire et de promouvoir efficacement les droits des femmes et l'égalité de genre*. <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/italy-time-for-a-sharp-change-in-migration-policies-and-effective-advancement-of-women-s-rights-and-gender-equality>

¹⁶⁴ Latour, F. (28 juillet 2023). *En Italie, les parents homosexuels perdent leurs droits*. Radio Canada. <https://ici.radio-canada.ca/jeunesse/maj/1999712/italie-meres-lesbiennes-peres-gais>

2. **Mettre en place un plan d'action national mettant en œuvre la stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour 2021-2025.** En l'absence de ce plan d'action, la stratégie italienne perd en substance et ne dispose pas d'indicateurs précis pour mesurer les progrès du pays dans ce domaine.
3. **Prendre des mesures pour réviser le cadre national en faveur des droits des femmes en Italie.** Le pays a encore beaucoup d'efforts à fournir pour améliorer les conditions des femmes dans le milieu du travail notamment. Les femmes doivent être encouragées à aller travailler en mettant en place l'égalité salariale, des droits sociaux adaptés pour les mères de famille, etc.
4. **Augmenter le taux de femmes dans les postes de représentation politique dans le pays.** Le gouvernement actuel a un taux de femmes très faible (seulement 6 femmes sur 24 postes de Ministre). Un gouvernement plus paritaire permettrait d'être plus représentatif de la société et donc des enjeux concernant les femmes.
5. **Prendre des mesures pour améliorer les conditions de vie des personnes LGBTI+.** Le gouvernement italien vient de prendre des mesures très restrictives contre les conditions sociales de la communauté LGBTI+ en ne reconnaissant plus la double parentalité pour les enfants nés dans un couple homoparental. Cette décision a largement fait reculer les droits sociaux pour cette minorité de genre.
6. **Augmenter les contributions aux agences des Nations unies pour les programmes sensibles au genre.** Les contributions aux agences des Nations unies permettent d'augmenter l'aide publique au développement des États et sont une façon efficace de contribuer à des programmes permettant de lutter pour les droits des femmes et des minorités de genre dans le monde.
7. **Avoir un portage politique lisible et plus efficace pour la défense des droits des femmes et en faveur de l'égalité des genres.** Actuellement en Italie, la stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes est portée par le Ministère de la famille, de la natalité et l'égalité des chances. Ce portage a renforcé le retour à une politique conservatrice de la famille et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale n'a pas de portage politique fort en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le cadre institutionnel de l'Italie en matière de genre :

La stratégie nationale de l'Italie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2021-2025 est pilotée au niveau du Ministère de la famille, de la natalité et de l'égalité des chances. Les politiques de coopération internationale sont quant à elles pilotées au niveau du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale finance l'Agence italienne pour la coopération et le développement qui met en place les projets de développement dans les pays du Sud global.

Collectifs féministes :

Quelques jours après l'élection de Giorgia Meloni en 2022, les organisations féministes se sont rassemblées pour protester contre l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Le collectif transféministe « Non una di meno » a organisé ces manifestations et continue régulièrement à lancer des appels à protestation dans le pays.

L'ONG Association italienne des femmes pour le développement (AIDOS) est reconnue, depuis 1992, par le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale comme structure pouvant recevoir et gérer des fonds publics pour la mise en œuvre de programmes de développement international en faveur de la défense des droits des femmes et de leur autonomisation. L'association est partenaire de la mise en œuvre de programmes avec le FNUAP et le UNHCR dans de nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient.

Points à retenir :

1. L'Italie a élu un gouvernement d'extrême droite en 2022 qui ne cesse de reculer sur les droits des femmes et des minorités LGBTI+. Composé en majorité d'hommes, le gouvernement prône des idées profondément masculiniste, conservatrice, homophobe et xénophobe.
2. L'Italie ne dispose officiellement pas de politique étrangère féministe. Les actions du gouvernement actuel, conservateur et patriarcal, ne laissent pas envisager l'adoption d'une politique étrangère sensible à l'égalité entre les femmes et les hommes.
3. Le pays a mis en place une stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2021-2025 visant à réduire les écarts entre les femmes et les hommes dans le monde du travail.
4. Le pays fait partie des dix premiers pays donateurs aux agences des Nations unies.
5. L'Italie a contribué au Fonds pour l'énergie durable en Afrique à hauteur de 5 millions d'euros. Ce fonds vise à soutenir des investissements privés pour l'amélioration des conditions énergétiques avec comme enjeux transversal, l'égalité des genres.

6. L'Italie a adopté un nouveau plan national pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité en 2020 pour la période 2020-2024. Ce plan censé reprendre les engagements des précédents est mis à mal par la politique anti migratoire du gouvernement actuel qui rend la situation dans la zone méditerranée encore plus instable.

Classement France - Espagne - Italie

Notation:

- 0 Rien n'est mis en place
- 1 Conscient du manque, volonté d'y répondre
- 2 En cours d'implémentation
- 3 Acquis

	Critères	FRANCE	ESPAGNE	ITALIE
Application opérationnelle	Financements pour l'égalité des genres	2	2	1
	Effectifs employés de la politique étrangère féministe	3	2	1
	Comité pilotage multi-acteurs	2	2	1
	Transversalité & Interministérialité	2	2	1
	Évaluation par une instance consultative	3	1	0
	Pérennité gouvernementale	2	2	1
Rhétorique et cohérence	Approche intersectionnelle	1	1	0
	Approche anticoloniale	3	3	3
	Consultation inter-acteurs	3	3	1

	Suivi de la politique étrangère féministe sur la scène internationale	3	2	1
	Politiques féministes nationales	2	3	1
	Parité en politique	2	3	0
	Cohérence entre la politique étrangère féministe et les politiques féministes nationales	2	2	0
Secteurs thématiques	Aide humanitaire	2	3	1
	Agenda Femmes, Paix et Sécurité	3	3	2
	Climat	3	2	2
	Éducation	3	2	2
	DSSR	3	3	2
	Société civile et gouvernement	2	3	1
	Numérique	1	2	1
	Lutte contre mouvements antidroits	3	3	2
	NOTE TOTALE SUR 63	50	49	24

Conclusion

Le développement d'une politique étrangère féministe est un processus lent et complexe, mais qui est un outil nécessaire au maintien de la paix et d'appui au développement des pays du Sud. En adoptant une politique étrangère féministe, les États s'engagent à lutter pour les droits des femmes et l'égalité des genres au niveau international en définissant des objectifs prioritaires. Pour répondre à ces objectifs, les pays doivent mener des actions de sensibilisation au sein des instances bilatérales et multilatérales, prendre des engagements politiques fermes et financer des programmes nationaux et internationaux en faveur des droits des femmes et des minorités LGBTI+.

Les cas de la France et de l'Espagne, bien qu'imparfaits, montrent les avancées faites en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde. Le soutien à la société civile et la représentation des femmes dans la politique et la diplomatie sont deux facteurs essentiels à ce développement. Les États doivent également renforcer leur appareil administratif et juridique afin de développer des budgets sensibles au genre et surtout avoir une approche transversale afin que ce sujet soit traité dans tous les secteurs des politiques publiques. Les États doivent également prendre en compte le sujet de l'intersectionnalité afin de considérer l'ensemble des causes des discriminations envers les femmes, les personnes LGBTI+, les personnes handicapées, les minorités religieuses, les personnes issues des migrations...

Le cas de l'Italie montre quant à lui les dangers de la montée des nationalismes en Europe. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en 2022 a des conséquences catastrophiques pour la société italienne, mais également pour la diplomatie féministe dans le monde. Un véritable « backlash » est en cours dans la société italienne avec un gouvernement conservateur, masculiniste, homophobe et xénophobe. Les principes prônés par le gouvernement de Giorgia Meloni ont déjà des conséquences néfastes sur les droits des femmes et des personnes LGBTI+, notamment, par exemple, depuis l'interdiction de reconnaissance des parents non biologiques sur les enfants dans les couples du même sexe. En outre, les conséquences pour le maintien de la paix dans cette région où des milliers de migrant·es débarquent chaque année sont également inquiétantes pour les minorités.

Le portage des politiques internationales féministes doit être assuré par des organes politiques structurés utilisant des outils permettant de mesurer, évaluer et capitaliser. La diffusion des bonnes pratiques des États doit permettre aux autres pays de s'engager dans la prise en compte du genre dans tous les secteurs de leur politique. L'influence des États sur la scène internationale est également importante pour diffuser ces idées et réussir à prendre des mesures concrètes au plus haut niveau de décision. Les organisations internationales telles que l'Union européenne ont également

leur rôle à jouer pour encourager les États à adopter des politiques étrangères féministes. Leur influence doit permettre d'agir en impulsant des dynamiques communes en faveur de la défense des droits des femmes et des personnes LGBTI+, et de l'égalité des genres.

L'Institut du Genre en Géopolitique propose dans ce rapport un classement des politiques étrangères féministes de la France, l'Espagne et l'Italie. Basé sur des critères repris dans les analyses de chaque pays, ce classement a vocation à vulgariser et démontrer les acquis de ces pays et les efforts encore à fournir. La France arrive en tête de ce classement devant l'Espagne et l'Italie. La France et l'Espagne ont officiellement adopté une politique étrangère féministe et s'emploient à la décliner au niveau national et international depuis plusieurs années. Globalement, des progrès restent à faire sur l'approche interministérielle de la politique, sur les engagements financiers des pays, et sur la stabilité du portage politique et de la pérennité gouvernementale. De plus, les deux pays ne couvrent pas tous les secteurs étudiés de la même manière. Par exemple, bien que l'Espagne ait adopté un plan d'action national pour l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité similaire à la France, elle mobilise peu de ressources et ne dispose pas d'un cadre de suivi détaillé.

Les politiques étrangères féministes française et espagnole pourraient grandement bénéficier d'une approche plus transversale à travers plusieurs axes. Tout d'abord, renforcer l'approche interministérielle impliquerait une collaboration accrue entre les différents ministères, assurant ainsi une intégration plus harmonieuse de la perspective de genre dans toutes les sphères de la politique étrangère. En termes d'engagements financiers, une approche transversale permettrait de garantir des budgets sensibles au genre dans tous les secteurs, maximisant ainsi l'impact des ressources allouées. La stabilité politique, troisième axe, serait renforcée en intégrant la perspective de genre de manière cohérente, assurant une continuité et une pérennité dans la lutte pour l'égalité des genres. De plus, l'adoption d'une approche intersectionnelle, prenant en compte les multiples dimensions de l'identité, permettrait une meilleure compréhension des différentes formes de discrimination, assurant ainsi une réponse plus complète et inclusive. Enfin, intégrer une dimension décoloniale renforcerait la lutte contre les inégalités systémiques, reconnaissant et abordant les implications du colonialisme dans les politiques étrangères, positionnant ainsi la France et l'Espagne en leaders mondiaux de l'égalité des genres et de la justice sociale en politique étrangère.

Pour l'Italie, de nombreux changements sont à opérer pour que le pays progresse en matière de politiques d'égalité des genres. Le pays n'a pas officiellement déclaré vouloir développer une politique étrangère féministe, mais possède une stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Toutefois, avec le gouvernement actuel mené par Giorgia Meloni, il est peu probable que le pays adopte ce concept pour définir sa politique étrangère.

En ce sens, à l'heure où la droite radicale s'implante de plus en plus en Europe et où les reculs des droits des femmes et des minorités LGBTI+ sont inquiétants, l'Union européenne peut jouer un rôle essentiel. Au regard des initiatives de l'UE déjà existantes, comme son Plan d'action en faveur de l'égalité des genres (le GAP III) 2021-2025 ou la stratégie européenne 2020-2025 pour l'égalité des genres et pour l'égalité des personnes LGBTQI+, l'adoption d'une politique étrangère féministe au niveau européen peut apparaître comme une suite logique à ses actions. Cette initiative pourrait entraîner les États membres à adopter une politique étrangère féministe et positionner l'Union européenne comme cheffe de file sur la scène internationale pour porter cette dynamique auprès d'autres instances internationales.

Bibliographie

Rapports

Assemblée Nationale. (n. d.) *Rapport d'information n°844*.

https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b0844_rapport-information#_Toc256000005

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung & The European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights. (2022). *Donors Delivering for SRHR Report 2022: Tracking OECD Donor Funding for Sexual and Reproductive Health and Rights*. Voir:

https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf

EqualMeasures2030. (05 septembre 2023). *Is gender equality critical to the success of the sustainable development goals ?*. Medium.

<https://equal2030.medium.com/is-gender-equality-critical-to-the-success-of-the-sustainable-development-goals-cb0a5bd2de4f>

Equipop. (13 février 2023). Droits des femmes : combattre le « backlash ».

<https://equipop.org/droits-des-femmes-combattre-le-backlash-recommandations-pour-la-politique-etrangere-de-la-france/>

Stella Reminy-Elizor, Julia Ricci, Héloïse Versavel sous la direction de Déborah Rouach et Alice Apostoly, Institut du Genre en Géopolitique. (23 février 2023). *La politique étrangère féministe pour atteindre les objectifs de développement durable*. <https://igg-geo.org/?p=11383>

Sites internet

Addition des secteurs de services financiers, soutien aux entreprises et politique commerciale. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs>

Agenzia italiana per la cooperazione allo sviluppo. (3 mars 2023). *8 marzo 2023 : Aics accanto alle donne con i suoi progetti in tutto il mondo*.

<https://www.aics.gov.it/news/8-marzo-2023-aics-accanto-alle-donne-con-i-suoi-progetti-in-tutto-il-mondo/>

Associazione italiana donne per lo sviluppo. <https://aidos.it/en/>

Banque mondiale. (n. d.). *PIB (\$ US courants) - France*.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=FR>

Conseil de l'Europe portail. (26 juin 2023). *Italie : il est temps de changer radicalement de politique migratoire et de promouvoir efficacement les droits des femmes et l'égalité de genre*.

<https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/italy-time-for-a-sharp-change-in-migration-policies-and-effective-advancement-of-women-s-rights-and-gender-equality>

Countdown 2030. (2022). *Country Profiles: Sexual and Reproductive Health and Rights (SRHR) - Spain*.

Consulté sur <https://www.countdown2030europe.org/spain/>.

Council of Ministers. (2023, September 19). The Government of Spain reaffirms its commitment to eradicate all forms of violence against women. Consulté sur

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230919_council.aspx

Council of Ministers. (2023, March 7). The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government and business. Council of Ministers.

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy.and%20political%20decisions%20are%20made

Dipartimento per le Pari Opportunità. (juillet 2021). *National Strategy for Gender Equality*. https://www.pariopportunita.gov.it/media/2049/strategia_parita_genere_en.pdf

Donor delivering for SRHR. *Tracking OECD Donor Funding for sexual and reproductive health and rights - report 2022*. https://donorsdelivering.report/wp-content/uploads/2022/11/DD_Report2022_webversion.pdf

Donor Tracker. (2021). *Spain ODA and Gender*. https://donortracker.org/donor_profiles/spain

Donor Tracker. (2021). *France ODA and Gender*. https://donortracker.org/donor_profiles/france

Donor Tracker. (2021). *Italy ODA and Gender*. https://donortracker.org/donor_profiles/italy/gender

EIGE. (2023). *Gender Statistics Database, WMID, 2nd Quarter*. <https://eige.europa.eu/gender-equality-index/2023/domain/power/ES>

Eurostat data browser. (2021). *Percentage of part-time employment of adults by sex, age groups, number of children and age of youngest child*. [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfst_hhptechi\\$dv_1344/default/table?lang=en](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/lfst_hhptechi$dv_1344/default/table?lang=en)

Fonds des Nations Unies pour la population. (2022). *Italie*. <https://www.unfpa.org/fr/donor/italie>

France diplomatie. (1er août 2023). *Adoption des orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement-2023/article/adoption-des-orientations-de-la-politique-de-cooperation-internationale-et-de-l>

France diplomatie. (n. d.). *Composition du gouvernement de la République italienne*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/italie/presentation-de-l-italie/article/composition-du-gouvernement>

France diplomatie. (2023). *La stratégie internationale de la France en matière de droits et santé sexuels et reproductifs*. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_strategie-dssr-2023_v9_bd_cle86ff1f.pdf

France diplomatie. (2023). *Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) : un outil emblématique de la diplomatie féministe menée par la France*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/le-fonds-de-soutien-aux-organisations-feministes-fsof-un-outil-emblematisque-de/>

France diplomatie. (08 mars 2019). « *Pour une diplomatie féministe* » - Tribune conjointe de Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa (8 mars 2019) [https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et-marlene-schiappa#:~:text=de%20la%20police-,%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D.Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20\(8%20mars%202019\)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l%20et%20l%20%C3%A9ducation%20des%20filles](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/actualites-et-evenements-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/actualites-2019-sur-le-theme-des-droits-de-l-homme/article/pour-une-diplomatie-feministe-tribune-conjointe-de-jean-yves-le-drian-et-marlene-schiappa#:~:text=de%20la%20police-,%C2%AB%20Pour%20une%20diplomatie%20f%C3%A9ministe%20%C2%BB%20%2D%20Tribune%20conjointe%20de%20Jean%20D.Marl%C3%A8ne%20Schiappa%20(8%20mars%202019)&text=La%20France%20entend%20soutenir%20l%20et%20l%20%C3%A9ducation%20des%20filles)

Focus 2030. (02 août 2023). *CICID 2023 : une nouvelle stratégie de coopération internationale au développement*. <https://focus2030.org/CICID-2023-une-nouvelle-strategie-de-cooperation-internationale-au-developpement>

Global Partnership. (30 juin 2021). *Le partenariat mondial pour l'éducation salue la contribution française de 333 millions d'euros annoncée par le Président Emmanuel Macron à l'occasion du Forum Génération Égalité*. <https://www.globalpartnership.org/fr/news/le-partenariat-mondial-pour-le-education-salue-la-contribution-francaise-de-333-millions-deuros>

Groupe de la Banque africaine de développement. (n.d.). *Fonds des énergies durables pour l'Afrique*. <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/sustainable-energy-fund-for-africa>

Groupe de la Banque africaine de développement. (05 décembre 2023). *COP28 : l'Italie annonce une contribution de cinq millions d'euros au Fonds pour l'énergie durable en Afrique*. <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/cop28-litalie-annonce-une-contribution-de-cinq-millions-deuros-au-fonds-pour-lenergie-durable-en-afrique-66620>

Indicateur APD de la France total. OCDE. *Stat Creditor Reporting System*. - France <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=c04cda68-6bc5-4b47-a478-8485bac6b02a&themetreid=3>

Indicateur conflits, paix et sécurité. Voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - objectif principal. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - objectif secondaire. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - budget global. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - opérations de maintien de la paix. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - climat. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur égalité de genre - politique économique et commerciale. OCDE. *Stat Creditor Reporting System* - Italie, France, Espagne. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Indicateur Participation démocratique et société civile. Pour les données voir: OECD. (2022). *Stat Creditor Reporting System*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Italia domani. (30 avril 2021). National Recovery and Resilience Plan. <https://www.italiadomani.gov.it/en/strumenti/documenti/archivio-documenti/national-recovery-and-resilience-plan.html>

La Banque mondiale. (n. d.). *PIB (\$ US courants) - Italy, France*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?end=2022&locations=IT&start=1960&view=chart>
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=FR>

Mediterranean Women Mediators Network. <https://womenmediators.net/>

Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations. (24 novembre 2023). *Toutes et tous égaux - Plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027*. <https://www.egalite-femmes-hommes.gouv.fr/toutes-et-tous-egaux-plan-interministeriel-pour-egalite-entre-les-femmes-et-les-hommes-2023-2027>

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2017). Plan Nacional Mujeres, Paz y Seguridad. <https://www.exteriores.gob.es/es/Comunicacion/Noticias/Documents/Plan%20Nacional%20Mujeres.%20Paz%20y%20Seguridad%20TEXTO.pdf>

Ministerio de la Presidencia, Relaciones con las Cortes y Igualdad. (2019). Guide to the Rights of Women Victims of Gender Violence. Consulté sur <https://violenciagenero.igualdad.gob.es/informacionUtil/derechos/docs/mayo2019/GUIADERECHOSeng22052019.pdf>

Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2023). PLAN DE ACCIÓN PARA LA POLÍTICA EXTERIOR FEMINISTA 2023-2024. 17. https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Documents/PoliticaExteriorFeminista/2023_10_PLAN%20ACCION%20POLITICA%20EXTERIOR%20FEMINISTA%20v3.pdf

Ministerio de Asuntos Exteriores (2021). SPAIN'S FEMINIST FOREIGN POLICY: Promoting Gender Equality in Spain's External Action. <https://rm.coe.int/2021-02-politica-exterior-feminista-eng/1680a287c3#:~:text=Spain%20has%20promoted%20European%20Union,Gender%20Equality%20Strategy%202020%2D2025>.

Ministerio de Justicia. (2009). Organic Act of Protection Measures against Gender Violence. Consulté sur https://violenciagenero.igualdad.gob.es/definicion/pdf/Ley_integral_ingles.pdf

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *L'égalité Femmes-Hommes au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/l-egalite-femmes-hommes-au-ministere/>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023). *La diversité au Ministère*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/la-diversite-au-ministere/>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (n. d.) *Qu'est-ce que la diplomatie féministe ?* https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a5_diplomatie_fe_ministe_2023_v4_cle0df329.pdf

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2021). 3e Plan national d'Action de la France 2021-2025. https://1325naps.peacewomen.org/wp-content/uploads/2021/12/202107_pna_no_3-hd_cle8c97fb.pdf

Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). *Politique française en faveur du développement 2023*. [https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&ort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments](https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&sort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments)

Ministère de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique. (n. d.). Document de politique transversale - projet de loi de finances pour 2022. Politique française en faveur du développement. https://www.budget.gouv.fr/rechercher?query=DPT+2022+politique+developpement&field_tags_target_id=&ort_bef_combine=search_api_relevance_DESC&f%5B0%5D=type%3Adocuments&f%5B0%5D=type%3Adocuments

OCDE. (n.d). APD nette. OCDE données. <https://data.oecd.org/fr/oda/apd-nette.htm#indicator-chart>

OCDE. (n. d.). *Le financement du développement en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'autonomisation des femmes*. <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-topics/development-finance-for-gender-equality-and-women-s-empowerment.htm>

ONU Femmes. (2019-2020). *Le Monde pour les femmes et les filles*. <https://static1.squarespace.com/static/5c78efe065019f922db505cb/t/607449adf9e2152dd729bd32/1618233776220/un-women-annual-report-2019-2020-fr.pdf>

ONU Femmes. (2021). *Nos partenaires font la différence*. https://www.unwomen.org/sites/default/files/2022-06/FR_Statement%20of%20financial%20performance%202021.pdf

PeaceWomen. (2020). National Action Plan on Women, Peace and Security: Spain. Consulté sur <https://1325naps.peacewomen.org/index.php/spain/>

Parlamento Italiano. (n. d.). *Camera dei deputati - deputati*. <https://www.camera.it/leg19/313>

Perspective Monde. (2023). Bilan socio-économique de l'Espagne.

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MK.TP.CD&codePays=ESP&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=1&codeStat2=x&codePays2=ESP&optionsDetPeriodes=avecNomP>

Plateforme genre et développement. (23 janvier 2016). *La plateforme genre et développement à la COP 21*.

<https://www.genre-developpement.org/2016/01/23/cop21/>

ResearchGate. (novembre 2020). *Italy : Gender segregation and higher education*.

https://www.researchgate.net/publication/346846309_Italy_Gender_Segregation_and_Higher_Education

Sénat. (2022). *Contributions financières : mieux assurer la place de la France dans le multilatéralisme*.

<https://www.senat.fr/rap/r21-392/r21-3923.html>

Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2023). *The pathway to progress: strengthening effective structures for gender equality and gender mainstreaming in the EU*. Consulté sur

<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/atgpsyjb/the-pathway-to-progress.pdf>

Spanish Presidency of the Council of the European Union. (2020). *Striving for a Union of Equality: The Gender Equality Strategy 2020-2025*. Consulté sur

<https://spanish-presidency.consilium.europa.eu/media/fj0ny0rk/striving-for-a-union-of-equality.pdf>

The global fund. *Gouvernement and Public Donors - Italy, France, Espagne*.

<https://www.theglobalfund.org/en/government/profiles/italy/>

<https://data.theglobalfund.org/viz/pledges-contributions/time-cycle?donors=1cc31f0a-ccd0-436d-a182-e5524f12a69b>

The global fund. (25 août 2019). *Le Fonds mondial salue la hausse de la contribution de l'Italie*.

<https://www.theglobalfund.org/fr/news/2019/2019-08-25-global-fund-welcomes-italy-increased-contribution/>

The Government of Spain. (2023, March 7). *The Government of Spain promotes parity of representation in politics, government, and business*. Council of Ministers. Consulté sur

https://www.lamoncloa.gob.es/lang/en/gobierno/councilministers/Paginas/2023/20230307_council.aspx#:~:text=The%20Minister%20for%20Territorial%20Policy,and%20political%20decisions%20are%20made.

UNESCO. (2022). *Core Data Portal*. <https://core.unesco.org/fr/home?biennium=41&quarter=2022Q4>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Espagne*. Consulté sur

<https://core.unesco.org/en/country/ESP/contribution>

UNESCO. (2023). *Contributions des États membres UNESCO - Italie*. Consulté sur [Contributor Italy | Core](#)

[Data Portal \(unesco.org\)](#)

Unicef. *Core resources for results 2019, 2020, 2021, 2022*.

<https://www.unicef.org/media/71446/file/Regular-resources-2019-report.pdf>

<https://www.unicef.org/media/99911/file/Core%20Resources%20for%20Results%20-%202020%20Report.pdf>

<https://www.unicef.org/media/122551/file/Core%20resources%20for%20results%202021.pdf>

<https://www.unicef.org/media/140701/file/Core%20Resources%20for%20Results.pdf>

UnWomen. (n. d.). *Transparency Portal BETA - Italy*. <https://open.unwomen.org/partners/italy>

Unwomen. (2015). *Italy pledges new resources of up to 50 million euros will advance gender equality and women's rights*. <https://www.unwomen.org/en/get-involved/step-it-up/commitments/italy>

United Nations Development Programme. (2019, 2020, 2021, 2022). *Funding compendium*.

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/UNDP%20Funding%20Compendium%202019.pdf>

<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-06/UNDP%20Funding%20Compendium%202020%20.pdf>
https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-08/Compendium_2021_Aug%2029.pdf
https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-08/undp_funding_compendium_2022_vs_1_as_of_24_aug_2023.pdf

1325 naps. (n.d.). *Italy*. <https://1325naps.peacewomen.org/index.php/italy/>

Articles journaux (internet)

Dumont Baron, Y. (4 juin 2021). *En Italie, des milliards pour réduire les inégalités hommes-femmes*. Radio - Canada.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1798114/italie-milliards-inegalites-hommes-femmes-famille-tradition>

HuffPost. (21 novembre 2023). *Féminicide en Italie : Meloni répond aux critiques qui l'accusent d'incarner la « culture patriarcale »*.

https://www.huffingtonpost.fr/international/article/feminicide-en-italie-meloni-repond-aux-critiques-qui-l-accusent-d-incarner-la-culture-patriarcale_226061.html

Jacomini, R. (3 juillet 2023). *En Italie, Giorgia Meloni rogne l'accès à l'IVG*. l'OBS.

<https://www.nouvelobs.com/monde/20230703.OBS75276/en-italie-giorgia-meloni-rogne-l-acces-a-l-ivg.html#:~:text=Giorgia%20Meloni%20a%20r%C3%A9p%C3%A9t%C3%A9%20%C3%A0,l'acc%C3%A8s%20%C3%A0%20l'IVG>

Latour, F. (28 juillet 2023). *En Italie, les parents homosexuels perdent leurs droits*. Radio Canada.

<https://ici.radio-canada.ca/jeunesse/maj/1999712/italie-meres-lesbiennes-peres-gais>

La Tribune partenaire. (25 octobre 2021). *A Milan, le Women's Forum réussit à fédérer les entreprises autour de la cause des femmes*.

<https://www.latribune.fr/supplement/la-tribune-now/a-milan-le-women-s-forum-reussit-a-federer-les-entreprises-autour-de-la-cause-des-femmes-894743.html>

Orihuela, R., & Whitelaw, K. (2023, June 24). A Spanish Politician's Risky Stand in Culture War. *Bloomberg*. Consulté sur

<https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2023-06-24/abortion-debate-in-spain-revives-culture-war-in-politics>

Padovani, M. (7 mars 2019). *Pour la journée des droits des femmes, Matteo Salvini affiche...sa misogynie*.

l'Obs. <https://www.nouvelobs.com/societe/droits-des-femmes/20190307.OBS1360/pour-la-journee-des-droits-des-femmes-matteo-salvini-affiche-sa-misogynie.html>

Pascale, F. (09 novembre 2023). *En Italie, l'écart salarial hommes-femmes continue de se creuser*. Euractiv.

<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/en-italie-lecart-salarial-hommes-femmes-continue-de-se-creuser/>

Roberts, H. (6 août 2023). *Is Italy's Meloni failing to deliver for women ?*. Politico.

<https://www.politico.eu/article/italy-giorgia-meloni-women-rights-feminism-motherhood-abortion-rights/>

Servimedia Agency. (2024, January 22). *Sánchez asegura que cerrar la brecha de género completamente incrementaría el PIB global más de un 20%*. Cinco Días. El País. Consulté sur

<https://cincodias.elpais.com/economia/2024-01-22/sanchez-asegura-que-cerrar-la-brecha-de-genero-completamente-incrementaria-el-pib-global-mas-de-un-20.html>

Valo, M. (08 décembre 2015). COP 21 : *La voix des femmes s'élève contre le changement climatique*. Le Monde.

https://lemonde.fr/cop21/article/2015/12/08/cop21-le-climat-du-point-de-vue-des-femmes_4827212_4527432.html

20 minutes. (25 octobre 2022). *Italie : Giorgia Meloni, une pionnière loin d'être une féministe*. <https://www.20minutes.fr/monde/4007091-20221025-italie-giorgia-meloni-pionniere-loin-etre-feministe>

Articles académiques

Barsky, C. (12 juillet 2023). *Lutte contre les violences basées sur le genre : un constat alarmant dans une Union qui se veut protectrice des droits de tous.tes*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=14041>

Daniel, L. Dereudre, C. Clavaud, A. Zeller, L.L. (janvier 2023). *Droits des femmes : combattre le “backlash” - recommandations pour la politique étrangère de la France*. Equipop et Fondation Jean Jaurès. https://equipop.org/wp-content/uploads/2023/02/rapport_backlash_Equipop_FondationJeanJaures.pdf

Donà, A. (10 octobre 2022). *Gender equality in the Italian recovery and resilience plan : the depoliticizing effect of the technocratic Draghi government*. open access on : Taylor & Francis Online. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/23248823.2022.2132904>

Giorgi, E., Cavalieri, A., & Feo, F. (2023). *Opposition Leader to Prime Minister: Giorgia Meloni and Women's Issues in the Italian Radical Right*. *Politics and Governance*, 11(1), 108-118. <https://doi.org/10.17645/pag.v11i1.6042>

Portase, T. (16 juillet 2020). *L'Italie et l'accès limité des femmes au monde du travail*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=1519>

Ricci, J. (14 octobre 2022). *Italie : une percée populiste au détriment des droits des femmes et de la communauté LGBTQIA+*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=9005>

Scalabrelli, L. (04 juillet 2023). *Are women more democratic in the exercise of power ? A comparison between Italy and Tunisia*. Institut du genre en géopolitique. <https://igg-geo.org/?p=13659&lang=en>

Lois

European Commission. (2020). Joint Communication to the European Parliament and the Council EU Gender Action Plan (GAP) III – An Ambitious Agenda for Gender Equality and Women's Empowerment in EU External Action (JOIN/2020/17 final). [\[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017\]](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0017)

Jefatura del Estado. (2023, 20 février). Ley 1/2023, de 20 de febrero, de Cooperación para el Desarrollo Sostenible y la Solidaridad Global. «BOE» núm. 44. <https://www.boe.es/eli/es/l/2023/02/20/1/con>

Légifrance. (2012). *LOI n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique*. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000025489865/>